



Constructions anarchiques

L'Etat veut en finir avec

un dossier «sensible»

Le problème des constructions anarchiques, qui traîne depuis des lustres, semble enfin être pris au sérieux au plus haut niveau de l'Etat. La cadence de régularisation des dossiers s'accélère, selon le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui considère ce dossier «sensible».

Page 2

Pour l'aider à remettre sur les rails l'accord de paix avec les Farc

Le Nobel de la paix au président colombien Santos

Page 24



La Conférence des Nations unies sur le commerce et l'investissement (Cnuced) a prévu jeudi un rebond des flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Algérie en 2016 grâce au changement de cap en matière de politiques d'investissement.

Dans son enquête sur les tendances d'investissements dans le monde, publiée jeudi, l'organisation onusienne souligne

Un «fardeau» pour la CNR

La moitié des travailleurs a pris une retraite anticipée

Plus de la moitié des travailleurs algériens ont bénéficié d'une retraite anticipée avant l'âge légal, avec une charge financière annuelle de plus de 405 milliards de dinars, selon un document du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Page 3



Selon un rapport du ministère de la Santé

Inquiétante prévalence de la carie dentaire parmi les élèves

Page 4



Conférence des Nations unies sur le commerce et l'investissement

Optimisme pour la reprise des IDE en Algérie

que «la libéralisation des régimes d'investissement et la privatisation des actifs appartenant à l'Etat devraient donner un coup de pouce aux IDE» entrant en Afrique, citant en cela l'exemple de l'Algérie.

Le changement de cap en matière de politiques d'investissement et la reconfiguration du capital des entreprises d'Etat devraient aider l'Algérie à drainer plus d'IDE.

La Cnuced s'attend à une hausse des flux à destination de l'Algérie avec la cession d'actions dans 20 champs pétroliers et gaziers, envisagées par le groupe Sonatrach. L'organisation ne fournit pas cependant une estimation chiffrée sur le volume d'IDE attendus en 2016.

Ce rebond interviendra après un recul

enregistré en 2015 en termes de flux entrant à -587 millions de dollars contre 1,5 milliard de dollars en 2014, selon des estimations publiées en juin dernier par la Cnuced.

Les chiffres de juin ont cependant fait état d'une progression du stock d'IDE entrant, qui représente le total des investissements directs étrangers captés par l'Algérie en 15 ans, de 3,3 mds de dollars à fin 2000 à 26,2 mds de dollars en 2015.

L'enquête souligne que la suppression des obstacles à l'investissement dans plusieurs pays africains, dont l'Algérie devrait aider à drainer plus d'IDE vers le continent.

Pour 2016, l'Afrique va s'en sortir mieux que les autres régions du monde où les IDE sont attendus à la baisse.

Page 5

La décision a été prise hier

Le RCD participera aux élections législatives

Le RCD participera aux élections législatives de 2017 et aux communales. La décision a été prise hier à l'issue du vote organisé dans le cadre de la session ordinaire du conseil national du parti. La participation l'a emporté à une écrasante majorité.

Page 3



Constructions anarchiques

L'Etat veut en finir avec un dossier «sensible»

Le problème des constructions anarchiques, qui traîne depuis des lustres, semble enfin être pris au sérieux au plus haut niveau de l'Etat. La cadence de régularisation des dossiers s'accélère, selon le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui considère ce dossier «sensible».



Par Sofiane Aït Mohamed

Affirmé jeudi que les efforts se poursuivaient afin d'accélérer la cadence de régularisation des dossiers des constructions anarchiques, Abdelmalek Sellal dira aussi que l'Etat va faciliter l'octroi de permis de construire aux citoyens. Dans sa réponse à l'Assemblée populaire nationale (APN) lue par la ministre déléguée chargée des Relations avec le Parlement, Ghania Eddalia, M. Sellal a estimé que ce dossier revêtait un caractère «sensible», car «il ne touche pas seulement à l'aspect juridique des biens des individus, mais aussi à la préservation de l'urbanisme et de notre identité culturelle et civilisationnelle». Il a indiqué que les pouvoirs publics accor-

daient un «intérêt particulier» à ce sujet qui s'est traduit par la promulgation de la loi 08/15 relative aux règles de conformité des constructions et à la finalisation de la réalisation. Les dispositions de la dite loi datant de 2008, concernent les constructions inachevées et non conformes au permis de construire délivré, outre les constructions sans permis de construire. M. Sellal a rappelé également l'instruction interministérielle adressée à l'ensemble des walis et portant allègement des dossiers administratifs liés aux demandes de conformité, à la simplification de l'examen des dossiers déposés, à l'accélération de la régularisation des actes de propriété et enfin à la définition des règles en vigueur pour différencier les régions prioritaires. D'autre part, le ministère de

l'Intérieur et des Collectivités locales a relancé le rôle des commissions de daïras instituées à cet effet en les «exhortant à suivre les dossiers en vue de trouver les solutions idoines à chaque cas jusqu'à règlement définitif du dossier», a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville avait instruit les promoteurs immobiliers publics de régulariser les dossiers des constructions restantes des fonciers cédés dans le cadre de leurs opérations commerciales. Actuellement, les services concernés se penchent sur le traitement des dossiers et ce après expiration des délais de dépôt en août 2016. A ce propos, M. Sellal a indiqué qu'«au regard du nombre important des dossiers à traiter, les commissions sont tenues d'examiner chaque cas séparé-

ment en fonction de ses spécificités juridiques». Il a cité en outre, le statut juridique des terres sur lesquelles ont été réalisées des constructions, notamment les propriétés de l'Etat exploitées par les communes, ce qui implique un transfert de la propriété d'Etat à la commune et l'établissement d'actes de propriété. Concernant la simplification des procédures administratives liées à l'octroi des permis de construire, le Premier ministre a souligné le décret exécutif 15/19 fixant les modalités d'instruction et de délivrance des actes d'urbanisme et qui exigent une réduction du délai d'étude à 20 jours. En tout cas, ce dossier épineux qui traîne depuis des années, doit être résolu définitivement. Des quartiers, voire des villes «nouvelles», présentent en effet un visage hideux. **S. A. M.**

Hamid Grine
concernant
la publicité publique
**Baisse du volume
en raison de
la crise économique
mondiale**

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a révélé, jeudi à Alger, que le volume de la publicité publique a baissé de 65% en 2015 et 2016 en raison de la crise économique mondiale. «Le volume de publicité publique a reculé de 65% entre 2015 et 2016 du fait de la crise économique mondiale», a indiqué M. Grine qui répondait à la préoccupation d'un député de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre d'une séance plénière consacrée aux questions orales sur les critères de distribution de la publicité publique par l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep).

«La presse privée bénéficie de 90% de la publicité distribuée par l'Anep tandis que la part de la presse publique est de moins de 10%», a soutenu le ministre, assurant que le ministère «n'interviendra pas dans la gestion des entreprises médiatiques, mais il se soucie de la protection des journalistes qui est l'axe principal de son action». Il a réaffirmé l'importance d'observer le professionnalisme qui implique «le respect de la vie privée des individus, l'intégrité, la précision, l'objectivité et le bannissement de la diffamation sans pour autant s'interdire la critique qui est garantie en Algérie dans le cadre de la liberté d'expression».

A une autre question sur l'action de l'autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav), M. Grine a répondu que le gouvernement a promulgué les textes réglementaires qui permettent à cette autorité d'accomplir ses missions, notamment, a-t-il expliqué, le cahier des charges régulant les activités des chaînes de télévision. Il a rappelé à ce titre que cinq chaînes seulement avaient des bureaux accrédités en Algérie.

Le ministre de la Communication s'est incliné à la mémoire du défunt Lyès Hamdani, ancien directeur du journal francophone *Les Horizons*, décédé ce matin.

Reda A.

Une délégation ministérielle dépêchée

Eboulement dans une mine à Tissemsilt

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a dépêché une délégation ministérielle au niveau de la mine de baryte de Boukaïd (Tissemsilt), où un éboulement s'est produit mercredi dans l'une de ses galeries sans faire de victime, indique jeudi un communiqué du ministère.

«Sitôt informé de l'incident qui s'est produit dans une galerie de la mine de baryte de Boukaïd (Mont de Sidi Djaber de la commune de Bordj Bounaâma à Tissemsilt), M.

Bouchouareb a dépêché une délégation ministérielle conduite par le directeur général des mines au niveau du ministère, accompagné du président du Comité de direction de l'Agence nationale des activités minières (Anam), un organisme sous tutelle chargé notamment du contrôle et de la sécurité des activités minières», a souligné le document.

L'éboulement dans une galerie de la mine enregistré mercredi vers 11h30 a eu lieu, d'après les premiers éléments, au cours d'une

opération de nettoyage d'une trémie de soutirage effectuée dans le cadre du renouvellement du boisaige de soutènement de la galerie, a précisé la même source.

Au moment de l'incident, cinq personnes dont trois mineurs et deux nettoyeurs se trouvaient dans la galerie. Aucune victime n'est à déplorer, selon le ministère, qui ajoute que l'un des ouvriers en charge du nettoyage s'est retrouvé pris dans le tout-venant qui avait glissé.

Cet agent a été, ensuite, «immé-

diatement dégagé par les éléments de la Protection civile et transféré, par précaution d'usage, vers l'établissement public hospitalier de Bordj Bounaâma où il a bénéficié d'une assistance médicale avant de quitter la structure sanitaire sans même nécessiter un arrêt de travail», affirme le ministère.

Après un arrêt momentané, la mine a repris normalement son activité durant la journée de mercredi.

Par ailleurs, les éléments de la police des mines de l'Anam, rele-

vant de l'antenne régionale de Tiaret, dont dépend la mine de Boukaïd, «sont sur place pour mener les enquêtes nécessaires dans pareilles situations», révèle le ministère.

A souligner que la mine exploitée par l'entreprise publique Somibar relevant de l'Entreprise nationale des produits miniers, du Groupe Manal emploie 236 agents dont 70 mineurs. Elle est spécialisée dans l'extraction de la baryte utilisée dans les forages pétroliers.

H. T.

Un « fardeau » pour la CNR

La moitié des travailleurs a pris une retraite anticipée

Plus de la moitié des travailleurs algériens ont bénéficié d'une retraite anticipée avant l'âge légal, avec une charge financière annuelle de plus de 405 milliards de dinars, selon un document du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.



Par Karima Nacer

En effet, plus de 52% des bénéficiaires de retraites directes servies par le système national de retraite, avec une charge financière annuelle de plus de 405 milliards de DA ont moins de 60 ans, selon le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. «Le bilan cumulé de l'application du dispositif 97-13, de 1997 à 2016, montre que près de 890 000 retraités sont des bénéficiaires de retraite avant 60 ans, selon la même source.

Ce dispositif a entraîné, pour un nombre important de travailleurs, des départs à la retraite anticipée à partir de 50 ans, ce qui a entraîné pour la Caisse nationale des retraites (CNR) «un manque à gagner pour les recettes de cotisations et surtout une augmentation significative de la dépense de retraite».

En chiffres, le système national de retraite sert actuellement plus de 3 millions de pensions et allocations de retraite pour une dépense globale annuelle de plus de 870 milliards de DA. Le ratio du nombre de travailleurs cotisants pour un retraité est actuellement à 2,1, alors que la norme pour garantir la viabilité d'un système de retraite est d'au moins cinq actifs cotisants pour un retraité. Le ministère a souligné que cette situation a engendré des difficultés financières structurelles pour la CNR, qui ont été prises en charges en 2015 et 2016 par la solidarité inter-Caisses, notamment celle de

la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas). Dans le souci de préserver le système de retraite, le gouvernement a engagé un projet de réforme après une concertation avec les partenaires sociaux (Ugta-patronat) lors de la 19^{ème} tripartite du 5 juin 2016.

Gouvernement-UGTA, ensemble pour défendre le projet

Le gouvernement se déploie aussi côte à côte avec l'Ugta pour défendre la nouvelle réforme qui sera apportée au système de retraite en tentant de chercher les meilleures solutions. Cette nouvelle réforme qui sera apportée au système de retraite à partir de l'année prochaine est contestée par certains syndicats qui menacent de sortir dans la rue si le gouvernement met en application la suppression du départ à la retraite sans limite d'âge.

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, tente d'expliquer la réforme par le souci de sauvegarder l'équilibre de la Caisse nationale des retraites (CNR) qui, explique-t-il, fait face à un « gros fardeau » avec le versement chaque année de 870 milliards de dinars pour 3 millions de retraités. Avant-hier, le ministre du Travail, lors d'une journée d'information sur le nouveau projet de retraite, a tenté de d'expliquer les motivations du gouvernement par le fait de

conforter les droits des citoyens et garantir les équilibres financiers de la Caisse nationale des retraites (CNR)». Le ministre qui présidait avec le SG de l'Ugta la cérémonie d'ouverture de la rencontre, rappellera par la suite dans quelles conditions historiques était instaurée la retraite sans conditions d'âge. C'était en 1997 dans les circonstances particulières du programme d'ajustement structurel élaboré par le gouvernement suite à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). El Ghazi reconnaît cependant que le projet qu'il défendra bientôt devant le Parlement est dicté par les «difficultés financières» et vise à éviter toute crise que la Caisse pourrait rencontrer à l'avenir.

De son côté, Abdelmadjid Sidi Saïd, fera savoir que juste après l'adoption du projet, la commission étudiera les sources de financement de la CNR pour assurer sa pérennité. Selon Sidi Saïd, il n'y a pas que des candidats au départ à la retraite anticipée ; il y en a qui veulent travailler au-delà de 60 ans. La Centrale syndicale a enregistré 657 000 demandes de travailleurs ayant exprimé le souhait de poursuivre le travail après l'âge minimum de la retraite défini à 60 ans, dira-t-il.

Pour rappel cette mesure a poussé de nombreux travailleurs à déposer leurs dossiers au sein des agences de la CNR avant que la décision du gouvernement n'entre en application.

K. N.

La décision a été prise hier Le RCD participera aux élections législatives

Par Rachid Chihab

Le RCD participera aux élections législatives de 2017 et aux communales. La décision a été prise hier à l'issue du vote organisé dans le cadre de la session ordinaire du conseil national du parti. La participation l'a emporté à une écrasante majorité. Dans la matinée, Mohcine Belabbès, président du parti, a demandé à chacun de s'exprimer librement. «Dans une situation normale, un parti ne se pose pas la question de participer ou non à un scrutin. Il se pose la question des moyens dont il dispose pour couvrir ou non les circonscriptions électorales. Mais nous ne sommes pas dans ce cas de figure», a-t-il déclaré dans son allocution d'ouverture des travaux du conseil national. Le président du RCD rappelle le boycott des législatives et des locales de 2002 et de 2012 par son parti et estime qu'il est inutile de «regarder dans le rétroviseur pour dire est-ce que nous avons raison ou tort du point de vue de la construction du parti et de la propagation de nos idées». Par ailleurs, M. Belabbès est satisfait du bilan réalisé par son parti au cours de son mandat qui touche à sa fin. Il s'est dit content du rôle politique que joue sa formation politique depuis 2011 sur la scène nationale. Pour lui, le RCD a réussi à faire adopter une grande partie de ses revendications à l'ensemble de la classe politique nationale. Il s'agit entre autres, de l'instance indépendante d'organisation des élections, de la transition démocratique et autres. «La proposition du RCD de l'instauration d'une commission indépendante de gestion des élections est devenue une revendication de l'ensemble de l'opposition grâce au travail politique et même pédagogique de notre parti», indique-t-il.

Pour l'orateur, «depuis 2011, son parti est au centre des luttes politiques qui se mènent sur la scène nationale. Nous sommes un partenaire respecté, loyal mais surtout autonome». «Nous avons payé cher notre autonomie, mais nous continuerons à la défendre pour des raisons éthiques et politiques. Éthiques, car cette constance détermine la stabilité et la pédagogie de notre formation, politique, car elle est le vecteur essentiel de la crédibilité, c'est-à-dire l'efficacité de notre message. En clair, elle constitue notre première force puisqu'elle seule fonde nos décisions», dit-il. Parlant de la conjoncture économique actuelle, le patron du Rassemblement pour la culture et la démocratie critique la politique d'austérité engagée par les pouvoirs publics. «Je pense que nos positions sont connues de tous. Nous étions les premiers à mettre en garde contre une politique de désinvestissement et nous avons organisé une marche grandiose le 3 octobre de l'année dernière pour alerter sur le danger de l'annulation des projets structurants et des coupes budgétaires dans les programmes sociaux et d'équipements», indique-t-il. R. C.

Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP)

Plus de 1 800 000 jeunes ont bénéficié de postes d'emploi

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi a annoncé, jeudi à Alger, que 1 800 000 jeunes ont bénéficié de postes d'emploi permanents ou temporaires dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et de promotion de l'emploi (Daip), dont 68% de diplômés universitaires, depuis le lancement de ce dispositif en 2008.

Répondant à une question d'un membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur l'insertion professionnelle des diplômés universitaires et l'exercice du droit syndical dans les entreprises économiques, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, le ministre a indiqué que le nombre des personnes intégrées dans le monde du travail de façon permanente, depuis janvier 2008 jus-

qu'en juillet 2015, s'élève à 227 000 jeunes.

Le ministre a rappelé les efforts consentis par le secteur de l'emploi dans le cadre des dispositifs de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage, notamment au profit des jeunes, soulignant que la Fonction publique «ne peut, seule, résorber le chômage».

M. El Ghazi a insisté sur la nécessité d'orienter les jeunes

vers le secteur économique, rappelant que celui-ci accueille actuellement 35% des demandeurs d'emploi.

Concernant l'exercice du droit syndical au sein des entreprises économiques privées, notamment étrangères, le ministre a rappelé, en référence à la société Peugeot Algérie, les mesures juridiques qui permettent aux travailleurs d'exercer le droit syndical au sein de

toutes les entreprises.

Cette entreprise a permis à ses travailleurs de créer une section syndicale relevant de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), après que l'inspection du travail l'eut saisie pour l'inciter à permettre aux travailleurs d'exercer leur droit syndical et à défendre leurs revendications professionnelles, a-t-il dit.

G. L.

Selon un rapport du ministère de la Santé

Inquiétante prévalence de la carie dentaire parmi les élèves

De grands efforts et d'énormes moyens sont déployés pour un meilleur suivi de la santé des élèves scolarisés. Il n'empêche que des lacunes persistent et des rectifications d'urgence sont vivement souhaitées.



Par M. A. Chabane

En fait, sur un total de 8 558 300 élèves, tous cycles confondus, 8 165 730 élèves répartis sur 26 328 établissements scolaires ont subi un contrôle médical au niveau des unités de dépistage et de suivi (UDS), soit plus de 95% du nombre global des élèves, a indiqué un rapport sur la santé scolaire de la direction de la prévention et de la promotion sanitaire au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

17% des élèves, selon les résultats de ce rapport, souffrent d'au moins une pathologie.

Le taux de prévalence carieuse est de 57%, suivie de la prévalence gingivale (11%) puis de celle de l'anomalie en ODF (8 %).

Concernant les affections

chroniques, les UDS ont diagnostiqué le diabète, l'épilepsie, la tuberculose, l'asthme, les néphropathies et autres affections hématologiques. La prise en charge spécialisée des élèves orientés demeure insuffisante du fait que les UDS n'aient pas encore pleinement identifié le réseau de prise en charge spécialisé au niveau des polycliniques et des hôpitaux à travers notamment l'externalisation des consultations spécialisées, selon le rapport. Ce qui constitue un point noir en attendant que des mesures soient prises pour régler cette défaillance. Toutefois, plus de 2 600 élèves souffrant de maladies chroniques ont été hospitalisés pour une longue durée. Des classes spéciales ont été réservées à ces élèves au niveau des hôpitaux pour leur assurer un bon suivi scolaire. En collaboration avec le

ministère de l'Education nationale, le ministère de la Santé a introduit pour la saison scolaire 2015/2016 des examens de santé mentale pour assurer l'accueil et le suivi des enfants aux besoins spécifiques qui souffrent de troubles psychologiques. L'on apprend, par ailleurs, que durant la saison scolaire, les ministères de la Santé et de l'Education ont consacré des leçons sur l'éducation sanitaire pour inculquer la culture sanitaire chez les élèves. Concernant les contrôles d'hygiène et de salubrité dans les établissements scolaires, le service d'épidémiologie et de médecine préventive et ceux des bureaux d'hygiène communale ont procédé au contrôle de 17 884 cantines au niveau national, ainsi que des sanitaires, des classes, du réseau d'approvisionnement en eau potable et

du réseau d'évacuation. Aucune donnée n'a été publiée sur ce volet, mais l'on sait que de nombreux établissements scolaires ne respectent pas toutes les normes d'hygiène et de salubrité.

Les activités de santé scolaire se déroulent dans 1 831 UDS fonctionnelles réparties comme suit : 1 343 implantées dans des établissements scolaires, 430 implantées dans des structures de santé et 58 implantées dans des locaux dégagés par les collectivités locales.

Elles sont menées par des équipes pluridisciplinaires composées de 2 209 médecins, 2 035 chirurgiens-dentistes, 1 726 psychologues et 2 418 paramédicaux.

La couverture sanitaire en milieu scolaire est passée de 69% en 2005 à plus de 95% durant l'année scolaire 2015/2016. **M. A. C.**

OPGI

Tebboune recommande de centrer les efforts sur les projets sociaux

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé jeudi avoir recommandé aux Offices de promotion et de gestion immobilière (Opgi), de centrer leurs efforts sur les projets de logements sociaux.

En réponse à une question orale à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Tebboune a indiqué que «le décret définissant les missions des Opgi promulgué en 1991, permet à ces offices de réaliser des projets promotionnels libres, mais nous avons demandé aux responsables des Opgi de s'éviter ces projets autant que faire se peut». «Nos recommandations aux Opgi s'articulent autour de la nécessité de centrer

leurs efforts sur les programmes sociaux de l'Etat, en ce sens qu'ils (les Opgi) sont le principal outil de leur réalisation».

«Si les Opgi estiment être en mesure de réaliser des projets libres, qu'ils le fassent, mais dans le cas contraire, il serait judicieux ne pas les réaliser pour éviter les problèmes qui pourraient en découler», a ajouté M. Tebboune.

Après la promulgation du décret de 1991 portant transformation de la nature juridique des statuts des Opgi, ces derniers ont été transformés dans leur nature juridique en établissements publics nationaux à caractère commercial et industriel (Epic) dotés de la personnalité morale et de l'autonomie finan-

cière.

Le nombre de logements réalisés par les Opgi dans le cadre des projets immobiliers libres est estimé à 1 800 logements, selon M. Tebboune qui a qualifié ce chiffre de très faible par rapport aux millions de logements réalisés dans le cadre de projets publics».

Malgré leurs taux faible, ces projets enregistrent plusieurs problèmes, notamment avec les souscripteurs.

S'exprimant sur les contentieux concernant ces projets, M. Tebboune a indiqué que «tout ce qui se passe est purement commercial. Dans les affaires commerciales c'est la justice qui tranche».

R. N.

Projets de CHU dans le Sud Gelés, mais pas annulés

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a affirmé, jeudi à Alger, que les projets de réalisation de centres hospitalo-universitaires dans les wilayas du Sud ont été «gelés, mais pas annulés».

En réponse à une question d'un député de la wilaya de Béchar, lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, le ministre a imputé le gel des projets de réalisation de centres hospitalo-universitaires dans les wilayas du Sud, initiés par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, aux coûts élevés des offres des bureaux de réalisation des sociétés multinationales, qui ont dépassé le taux de 170% du coût réel de ces centres.

«Ces projets sont actuellement gelés et peuvent être relancés prochainement» à indiqué le ministre, ajoutant que cette wilaya (Béchar) dispose de structures hospitalières, de médecins spécialistes et de professeurs universitaires capables de gérer le secteur de la santé au même rythme qu'un hôpital universitaire».

Le ministre a saisi l'occasion pour rappeler l'arrêté ministériel de 2013 portant création de 23 centres hospitalo-universitaires. «Il sera procédé progressivement à l'ouverture de nouveaux centres spécialisés en chirurgie, oto-rhino-laryngologie (ORL), pneumologie et cancer», a-t-il affirmé.

Dans le même contexte, le ministre a ajouté que l'hôpital actuel de la ville de Béchar remplit le rôle d'un hôpital universitaire, à l'instar de ce qui se fait dans la wilaya de Béjaïa depuis des années, sans pour autant priver ces régions des services hospitalo-universitaires. **R. T.**

Lutte contre l'extrémisme violent L'Algérie à l'avant-garde

L'Algérie est à l'«avant-garde» de la lutte contre l'extrémisme violent, le plus important défi du XXI^e siècle, a indiqué, jeudi à Alger, le sous-secrétaire parlementaire aux Affaires étrangères et du Commonwealth et ministre britannique chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique, Tobias Ellwood.

«Il est clair que l'Algérie est à l'avant-garde dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans un monde qui fait face à une escalade de ce phénomène, considéré comme le plus important défi du XXI^e siècle», a déclaré M. Ellwood à l'issue de son entretien avec le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel.

Il a relevé que l'Algérie et le Royaume-Uni «font leur possible» pour lutter contre cette menace, indiquant avoir évoqué aussi, lors de sa discussion avec M. Messahel, d'autres questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation en Libye.

Le ministre britannique a, dans ce sens, souligné l'importance, pour la communauté internationale, de «parler d'une seule voix» pour «soutenir» le gouvernement d'entente nationale en Libye, appelant le peuple libyen à l'«unité» pour la paix et la stabilité du pays. **R. N.**

Conférence des Nations unies sur le commerce et l'investissement

Optimisme pour la reprise des IDE en Algérie

La Conférence des Nations unies sur le commerce et l'investissement (Cnuced) a prévu jeudi un rebond des flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Algérie en 2016 grâce au changement de cap en matière de politiques d'investissement.



Dans son enquête sur les tendances d'investissements dans le monde, publiée jeudi, l'organisation onusienne souligne que «la libéralisation des régimes d'investissement et la privatisation des actifs appartenant à l'Etat devraient donner un coup de pouce aux IDE» entrant en Afrique, citant en cela l'exemple de l'Algérie.

Le changement de cap en matière de politiques d'investissement et la reconfiguration du capital des entreprises d'Etat devraient aider l'Algérie à drainer plus d'IDE.

La Cnuced s'attend à une hausse des flux à destination de l'Algérie avec la cession d'actions dans 20 champs pétroliers et gaziers, envisagées par le groupe Sonatrach. L'organisation ne fournit pas cependant une estimation chiffrée sur le volume d'IDE attendus en 2016.

Ce rebond interviendra après un recul enregistré en 2015 en termes de flux entrant à -587 millions de dollars contre 1,5 milliard de dollars en 2014, selon des estimations publiées en juin dernier par la Cnuced.

Les chiffres de juin ont cependant fait état d'une progression du stock d'IDE entrant, qui représente le total des investissements directs étrangers captés par l'Algérie en 15 ans, de 3,3 mds de dollars à fin 2000 à 26,2 mds de dollars en 2015.

L'enquête souligne que la suppression des obstacles à l'investissement dans plusieurs pays africains, dont l'Algérie devrait aider à drainer plus d'IDE vers le continent.

Pour 2016, l'Afrique va s'en sortir mieux que les autres régions du monde où les IDE sont attendus à la baisse. La Cnuced relève que le continent va renouer en 2016 avec la croissance des IDE, en tablant sur une hausse de 6% par rapport à 2015 à près de 60 milliards de dollars.

Les pays d'Afrique du Nord enregistreront la plus importante hausse, mais des pays comme le Mozambique, l'Ethiopie et le Rwanda vont également voir leur flux d'IDE s'inscrire dans une trajectoire de croissance, selon les mêmes prévisions.

Les IDE dans le monde devraient baisser de 10 à 15%

Ces investissements sont attendus dans des secteurs tels que l'électricité, le gaz, les ressources en eau, la construction, le transport et l'industrie mécanique.

Durant le premier semestre 2016 les flux d'IDE captés par l'Afrique ont avoisiné les 29 milliards de dollars en hausse de 25% par rapport à la même période de l'année pas-

sée.

Par ailleurs, l'Organisation onusienne note que les flux dans le monde devraient enregistrer une baisse de 10 à 15% à près de 1,6 trillion de dollars. Le recul prévu en 2016 qui traduit la fragilité de l'économie mondiale sera suivi par un redressement en 2017 et 2018.

Les flux d'IDE devraient progresser à 1,8 trillion de dollars mais ils resteront inférieurs à leur pic d'avant la crise, prévoit cette enquête.

«Cette baisse d'IDE est inquiétante, parce que l'économie mondiale a besoin des investissements en urgence pour la reprise», a déclaré la secrétaire générale de la Cnuced, Mukhisa Kituyi.

Le dernier rapport de la Cnuced publié en juin dernier a fait état d'une hausse importante des flux d'IDE dans le monde en 2015 qui ont atteint 1,76 trillion de dollars, un plus haut jamais enregistré depuis la crise financière.

Pour 2016, la Chine, l'Inde et les Etats-Unis resteront les trois principaux pays récepteurs d'investissements étrangers, alors que Hong Kong (Chine) et Singapour devraient sortir du classement top 14 des meilleures destinations pour l'investissement étranger.

Huit pays en développement, essentielle-

ment de l'Asie et de l'Amérique latine, figure dans ce classement, confirmant les bonnes perspectives de croissance pour ces deux régions à long terme.

La reprise des IDE dans les pays développés risque de s'arrêter en 2016. La Cnuced prévoit déjà une baisse de 11% des flux à près de 880 milliards de dollars.

R. E.

Projet du complexe sidérurgique de Bellara 59% de taux d'avancement des travaux

Le taux d'avancement des travaux de réalisation du complexe sidérurgique de Bellara (El Milia, sud-est de Jijel) a atteint 59%, ont indiqué, jeudi, des responsables de l'AQS (Algerian Qatari Steel), propriétaire du projet, en marge d'une visite des autorités de la wilaya.

Le premier laminoir sur les trois prévus dans ce grand complexe industriel est actuellement à 70%, ont affirmé à l'APS, les responsables du groupe italien Danielli, chargé de la construction de cet ensemble sidérurgique.

Cet investissement de 2,2 milliards de dollars procédera en juin 2017 aux premiers essais de production dans la perspective de livrer, dans une première phase, quelque deux millions de tonnes d'acier, avant d'atteindre une capacité de quatre millions de tonnes en 2019.

Lors de sa visite, le wali, Larbi Merzoug, a notamment invité les responsables de l'AQS, société en joint-venture, à renforcer les équipes pour être au rendez-vous des délais impartis.

Ce projet sidérurgique, conjugué à l'activité du port de Djendjen ainsi que les effets induits par la future pénétrente autoroutière entre cette infrastructure portuaire et la ville d'El Eulma (Sétif) seront d'un grand apport pour l'économie tant régionale que nationale, a affirmé le chef de l'exécutif local dans une déclaration à la presse.

Cette visite a été également mise à profit pour inspecter d'autres projets de construction d'une centrale électrique d'une capacité de 1 600 mégawatt, d'un poste électrique, de logements publics locatifs (LPL), d'un échangeur routier et d'un siège de tribunal à EL Milia.

Y. O.

Afin de booster les exportations agricoles

Des experts appellent à introduire les techniques innovantes

La géothermie, l'irrigation par injection, l'intensification de la production sont autant de techniques innovantes dont l'Algérie peut tirer profit pour augmenter sa production agricole et se placer sur les marchés extérieurs, ont estimé mercredi des experts qui mettent en avant l'énorme potentiel naturel du pays.

Outre les conditions agro-climatiques, l'Algérie recèle des potentialités naturelles qui peuvent être exploitées de façon rationnelle en recourant aux technologies innovantes, s'accordent à dire ces spécialistes qui s'exprimaient en marge du 16^{ème} Salon international de l'élevage et de l'agro-équipement (Sipsa-Sima).

ment (Sipsa-Sima).

La géothermie est l'une des techniques innovantes qui est recommandée par certains experts pour développer l'agriculture saharienne notamment les cultures maraîchères. «Cela nous permet d'obtenir des productions de primeurs dont plusieurs marchés extérieurs en sont très demandeurs», a affirmé à l'APS, Mokrane Nouad, expert à la Fondation Filaha Innov. D'après lui, le recours à cette technologie «est plus que bénéfique pour l'économie agricole à l'heure où le pays n'exporte que l'équivalent de 0,2% de son potentiel en fruits et légumes». Cette technique est

possible vu que l'Algérie possède 80% des réserves d'eau de la nappe albiennaise qu'elle partage avec la Tunisie et la Libye. Cette eau stockée à des milliers de mètres de profondeur a une température dépassant les 70°C. En effet, cette eau chaude a un double intérêt. L'énergie qu'elle dégage permet durant les périodes froides de chauffer la serre afin de réduire l'écart de température existant entre le jour et la nuit dans les régions sahariennes. Il s'agit d'utiliser les calories de l'eau pour obtenir des températures optimales pour le produit tel que la tomate et de récupérer l'eau afin de la stocker pour ensuite l'utiliser

dans l'irrigation, explique Khaled Ayadi, P-DG d'une société tunisienne de production de maraîchers avec de la géothermie.

«Cette technique nous permet de produire dans des périodes durant lesquelles d'autres pays ne peuvent pas produire. Nous ne pouvons pas être aussi compétitifs qu'on peut l'être dans cette zone géothermique», a-t-il dit.

Cet opérateur est actuellement en discussion avec un investisseur algérien pour réaliser un projet de production de maraîcher à El Oued. «Nous avons un savoir-faire que nous voulons exploiter en Algérie et produire grâce à une ressource naturelle écologique et

gratuite», a ajouté cet opérateur qui exporte depuis une vingtaine d'années dans plusieurs pays dans le monde. Le Salon de l'élevage et de l'agro-équipement Sipsa-Sima avait ouvert ses portes mardi au Palais des expositions avec la participation de près de 600 exposants représentant 25 pays dont les Etats-Unis, pays invité d'honneur. Il s'agit de la 16^{ème} édition de Sipsa qui s'est associée cette année avec le Salon mondial des fournisseurs de l'agriculture et de l'élevage pour créer un nouveau salon Sipsa-Sima Algérie dédié à l'élevage et à l'agro-équipement en Afrique. Cette manifestation économique a prie fin hier.

Selon le chercheur français Emmanuel Hache

«L'Opep n'est pas morte, elle se transforme»

L'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) n'est pas morte, et tout comme les marchés pétroliers, «elle se transforme», a affirmé vendredi le chercheur français, Emmanuel Hache.



«**N**e nous trompons pas, l'Opep n'est pas morte, et tout comme les marchés pétroliers, elle se transforme», a averti ce directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques de Paris (Iris) dans une longue analyse publiée dans la lettre d'information de l'institut. Commentant la déclaration d'Alger des pays membres de l'Opep, il a estimé que cette décision «a surpris de nombreux analystes qui estimaient que les conditions politiques n'étaient pas réunies pour trouver un accord entre les deux principales puissances régionales et pays producteurs de l'Organisation (Arabie Saoudite et Iran)», qualifiant cette annonce d'«historique à plus d'un titre».

Pour lui, après une «politique de la vanne ouverte» initiée en 2015, l'Opep «cherche désormais à reprendre le marché en main avec une décision de diminution de production,

une première depuis près de 8 ans».

Expliquant les facteurs ayant contribué à la prise de cette décision, Emmanuel Hache a indiqué que les pays producteurs «souffrent dans leur grande majorité et à des degrés divers» de l'effondrement des prix du pétrole, s'appuyant sur le département américain à l'énergie (DOE) qui a estimé que les revenus d'exportations de pétrole des principaux membres avaient atteint 404 milliards de dollars en 2015, contre plus de 750 milliards en 2014, soit une chute d'environ 46 %.

La chute des prix du pétrole a ainsi conduit au niveau de revenu le plus faible depuis 2004 pour les pays de l'Opep. Les premières estimations pour l'année 2016 laissent envisager une nouvelle baisse des recettes d'environ 15%. Ces chiffres expliquent les difficultés économiques de certains pays membres, qui ont enregistré un ralentissement marqué de leur croissance

(voire une entrée en récession) dès 2015», a-t-il précisé.

L'Opep, une agence de l'énergie des pays du Sud ?

D'après ce responsable pédagogique de l'Iris, la promesse d'un accord «pourrait donner un peu d'air à certaines économies de l'Organisation qui conjuguent une crise économique et politique», relevant que les marchés pétroliers ont ainsi accueilli «favorablement» cet accord avec une hausse du prix du pétrole brut Brent de plus de 3,5 % à Londres, et de plus de 5 % à New York.

Il a estimé que dans le contexte actuel qu'il qualifie d'«inédit», l'Opep «doit gérer le retour marqué de l'Iran sur la scène internationale, le potentiel de développement considérable de l'Irak sur les marchés pétroliers et la quasi faillite de l'un de ses membres fondateurs (le Venezuela)»,

soulignant que le cartel «devra dépasser la seule stratégie de l'effet d'annonce s'il veut entretenir un effet durable sur les prix». «Si l'accord est confirmé en novembre prochain, l'Opep devra rester attentive à une possible reprise de la production américaine (pétrole de schiste)», a-t-il préconisé, notant que des prix compris entre 45 et 55 dollars le baril «constituent une zone grise de reprise possible de l'activité aux Etats-Unis».

Il a relevé, dans ce contexte, que l'Opep et les pays producteurs «commencent à préparer leur après-pétrole», ce qui induira, a-t-il expliqué, des «changements structurels».

«Marqueur politique, géopolitique et économique des années 1970, l'Opep pourrait chercher à moyen terme à devenir plus globale et, pourquoi pas, élargir son leadership en se positionnant comme une Agence de l'énergie des pays du Sud», a-t-il estimé.

Agriculture

Alioui appelle au retour au système des coopératives

Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Mohamed Alioui a plaidé jeudi de Batna en faveur du retour au système des coopératives pour aider les agriculteurs à solutionner leurs problèmes et améliorer les récoltes.

Alioui qui présidait à la salle des expositions Assihar la cérémonie d'ouverture de la première édition de la fête locale de la pomme a estimé que les coopératives agricoles permettent aux petits éleveurs d'accéder dans un cadre collectif aux diverses formes d'appui public. Il a également invité les entreprises et sociétés algériennes à investir dans l'agriculture qui constitue «une défense» pour l'Etat. Le premier responsable de l'Unpa a également souligné que l'agriculture jouit d'un caractère prioritaire dans le programme du président de la République Abdelaziz Bouteflika qui prévoit la mise en valeur d'un million d'hectares y compris en zones montagneuses et rurales dont Batna.

Au cours de sa tournée en compagnie du wali de Batna dans les stands de l'exposition présentant outre la pomme les divers produits agricoles de saison, Alioui qui a écouté les préoccupations des producteurs a qualifié d'«agréable surprise» le fait que la wilaya devienne cette année la première productrice de pomme avec une récolte prévisionnelle évaluée à 900 000 quintaux.

Selon le directeur des services agricoles Kameledine Benseghir, Batna occupe la première place nationale également en termes de rentabilité avec 245 quintaux à l'hectare alors que la moyenne nationale est de 110 quintaux à l'hectare.

Le secrétaire général de l'UNPA a visité à l'occasion deux fermes pilotes de pomiculture à Ichemoul et Arris.

H. L.

Dans la wilaya de Souk Ahras 44% des projets validés sont des investissements industriels

44 % des projets validés à Souk-Ahras depuis septembre 2015 sont des investissements industriels, a affirmé jeudi le directeur de l'Industrie et des Mines précisant que sur les 63 projets validés par les services de la wilaya, 28 sont des investissements à caractère industriel.

Durant cette période, il a été procédé à la validation de 10 projets agricoles et de six projets relevant des secteurs du commerce, du tourisme et des services, a indiqué à l'APS Lazhar Merhaboune.

La réalisation de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, d'une usine de production de tuyauterie d'eau et de gaz et une unité de fabrication de câbles électriques et téléphoniques prévus dans la zone d'activité de Bir Bouhouche, figurent parmi les projets retenus, a indiqué le même responsable.

Ces projets, devant être mis en service dans des délais ne dépassant pas les trois ans, permettront la création de 1 573 postes d'emploi, a-t-il ajouté tout en insistant sur l'importance de la pleine implication des investisseurs dans la relance du développement local.

La wilaya de Souk Ahras a bénéficié, dans le cadre des efforts déployés pour développer l'investissement local, de la création de trois zones d'activités d'une surface globale de 92 ha implantées dans les communes de Sidi Fradj, Oued Kebarit et Bir Bouhouche, a rappelé le même responsable.

Dans ce contexte, Lazhar Merhaboune a rappelé la validation, en mars 2016, d'un projet de réalisation d'un parc industriel de 219 ha dont les travaux d'aménagement seront lancés «incessamment».

G. S.

Prix du pétrole

Le Brent à 52,14 dollars le baril

Les prix du pétrole reculaient vendredi en cours d'échanges européens après avoir atteint de nouveaux plus haut en cours de séance, le ministre de l'Energie russe douchant les espoirs d'accord sur la production la semaine prochaine.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 52,14 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 37 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance reculait de 19 cents à 50,25 dollars. Vers 7h30 GMT, le Brent a atteint 52,84 dollars et le WTI 50,74 dol-

lars, s'approchant de leurs plus hauts niveaux de l'année atteints en juin, à 52,86 dollars pour le Brent et à 51,67 dollars pour le WTI.

Les cours de l'or noir profitaient en début de séance des espoirs sur une réunion officieuse des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), en marge d'un sommet sur l'énergie qui doit se tenir à partir ce week-end à Istanbul.

«Le pétrole a été soutenu par la baisse des stocks américains (selon des données publiées mercredi par le Département américain de l'énergie, et l'accord de l'Opep revient désormais au centre de l'attention», commentait Michael van Dulken, de Accendo Markets.

Les responsables de l'Opep auraient pu profiter de leur présence à Istanbul pour clarifier l'accord trouvé la semaine dernière à Alger pour limiter la production et ainsi équilibrer un marché dont la demande croit avec moins de vigueur.

Mais la Russie, un des plus grands producteurs mondiaux et qui ne fait pas partie de l'Opep, aurait, d'ores et déjà, écarté l'idée d'un accord à Istanbul. «Il s'agira uniquement de discussions», a déclaré le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak, à l'agence Bloomberg.

Plusieurs analystes soulignent depuis la semaine dernière la position ambiguë de la Russie qui a produit à des niveaux records en septembre.

R. N.

Oran

Sortie de la première promotion des facteurs à domicile

La ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houda Imane Feraoun, en visite de travail à Oran, a présidé jeudi la cérémonie de sortie de la première promotion des facteurs à domicile (Facdom).



Treize jeunes diplômés universitaires dont cinq femmes ont été formés dans le cadre du nouveau service d'Algérie Poste Enwiqui, qui consiste à renforcer les missions des facteurs en leur ajoutant de nouvelles missions relevant du domaine commercial.

Les facdom seront appelés à encaisser des factures (Sonelgaz, Seor, Algérie Télécom, Mobilis, Djezzy, Ooredoo) à domicile, en plus du ramassage, livraison et encaissement de produits exposés dans l'e-boutique d'Algérie Poste.

Ce nouveau service vise à moderniser le métier du facteur,

ont indiqué les initiateurs du projet, ajoutant que le projet, qui a démarré à Tipasa et Oran, sera généralisé à différentes régions du pays.

Lors de sa visite, la ministre a présidé, à l'Institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (Inttic) Abdelhafid Boussouf, la cérémonie de sortie de la première promotion de master en télécommunications.

Elle a également inspecté les travaux de restauration de la recette principale d'Oran (Grande-Poste) au centre-ville d'Oran, confiés à l'entreprise algéro-italienne Refit.

A cette occasion, Mme

Feraoun a affirmé que les travaux de restauration seront achevés avant la fin du mois en cours et que l'inauguration du site sera pour le 1^{er} novembre. A noter que ces travaux ont touché 40% de la bâtisse, à savoir la façade. Le financement des travaux ont été pris en charge par Algérie Poste.

La ministre a indiqué que 60%, ce qui correspond à 400 mètres carrés de la veille bâtisse attendent toujours d'être restaurés, avec le financement d'Algérie Télécom.

Cette structure abritera fort probablement un groupement de la poste et des télécommunications.

La ministre a, par ailleurs,

inauguré l'agence commerciale de l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis et l'Agence commerciale (Actel) d'Algérie Télécom sise à proximité de la Mosquée Abdelhamid Ibn Badis et un nouveau bureau de poste à la cité Belle vue.

Mme Feraoun s'est rendue, en outre, au Centre de contrôle des fréquences radioélectriques dans la localité de Belgaïd à l'est d'Oran, où elle a assisté à une présentation, à l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (Anpt), du projet du technoparc d'Oran, qui s'étend sur une superficie de 32 hectares de Belgaïd.

G. L.

Cours d'alphabétisation

Onze mille inscrits à Adrar

Quelque 11 000 inscrits devront suivre des cours d'alphabétisation, au titre de la saison 2016-2017, à travers la wilaya d'Adrar, a-t-on appris jeudi auprès de l'antenne locale de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (Onaea).

Plus de 4 300 apprenants se sont inscrits pour la première fois aux cours d'alphabétisation encadrés cette saison par 186 formateurs recrutés au titre de la stratégie nationale de la lutte contre l'illettrisme et 213 autres au titre du dispositif d'insertion professionnelle, a indiqué le directeur de l'Onaea, Hassen Selmi.

Toutes les dispositions nécessaires ont été prises en coordination avec les différents partenaires pour la réussite de cette saison scolaire, dont la disponibilité des salles, soit près de 480 classes à travers les différentes communes de la wilaya d'Adrar, a-t-il souligné.

Selon le même responsable, cette saison verra la mise en oeuvre d'un plan d'action consistant en la consolidation de l'action de proximité, la sensibilisation, l'encouragement et l'intensification du contrôle pour atteindre les objectifs escomptés de la stratégie nationale d'alphabétisation. Il s'agit, entre autres, de sensibilisation, l'implication des lieux de culte,

par le biais des imams et mourchidate, dans l'orientation des illettrés vers les cours d'alphabétisation, a indiqué le même responsable, ajoutant que d'autres actions incitatives ont été prises, en coordination avec les partenaires, pour encourager les apprenants.

Ces mesures portent sur leur prise en charge médicale et leur transport, la consolidation du contrôle périodique et intensifié des cours d'alphabétisation et de la mission des enseignants. L'antenne d'Adrar de l'Onaea entend lancer une vaste opération d'assainissement pour faire le point sur la réelle situation d'alphabétisation par le contrôle total des classes existantes à travers la wilaya, l'évaluation de l'efficacité de l'opération, à la lumière du nombre d'apprenants, en vue d'un redéploiement éventuel des postes d'encadreurs en fonction des besoins des régions enclavées, a soutenu M. Selmi.

Elle a, en outre, arrêté, en coordination avec les services de l'action sociale et des collectivités locales, un programme de solidarité et d'encouragement en direction des apprenants issus de milieux défavorisés, englobant une attribution de trousseaux scolaires au profit des effectifs concernés.

Des consultations ont également été entre-

prises avec les secteurs partenaires pour assurer des services et prestations, dont la création d'un dépistage médical eu égard au grand nombre d'inscrits âgés, parmi la gent féminine, notamment qui viendront s'ajouter à l'initiative menée par les services de la direction de l'éducation portant ouverture de classes sous forme de crèches pour accueillir les enfants des apprenants, a-t-il signalé également.

L'Onaea, et par souci d'assurer la réussite de la stratégie nationale d'alphabétisation et l'amélioration des prestations de l'enseignant, a programmé 11 jours de formation au profit des formateurs à travers les différents daïras de la wilaya, en plus de journées d'information et de sensibilisation, ainsi que des conférences et des rencontres d'évaluation pédagogique des enseignants, a indiqué le chef de service de la formation à l'Onaea d'Adrar, Hassen Hamdaoui.

L'antenne de l'Onaea dispose, outre les salles de cours, de trois centres ruraux d'alphabétisation et de préapprentissage de la fille et de la femme à travers les communes de Timi, Ouled Aïssa et Talmine, constituant des acquis au service de la femme rurale.

R. G.

Enseignement supérieur

La promotion du sport requiert davantage de facilitations

Les participants à la 3^{ème} rencontre régionale sur la promotion et l'activation du sport universitaire (région Centre) tenue jeudi à Blida se sont accordés sur l'impératif de concéder davantage de facilitations aux associations sportives universitaires en vue de développer l'activité sportive.

«Il faut accorder davantage de facilitations aux associations sportives universitaires en allégeant notamment les procédures administratives relatives à l'obtention d'un agrément, à l'origine de retards accusés dans le lancement de la saison sportive», ont insisté les intervenants à cette rencontre, abritée par l'université Ali Lounici d'El Affroun.

Les participants à cette rencontre régionale ont appelé, à ce titre, à l'impérative institution d'un statut particulier pour ces associations soumises actuellement, selon eux, «au code général régissant les associations de quartiers et autres».

Ils ont également abordé le problème des programmes de cours chargés des étudiants qui n'ont guère la latitude d'intégrer une association sportive, ou du moins pratiquer un sport, particulièrement concernant les étudiants non résidents en cité universitaire.

«Cette rencontre régionale, organisée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en collaboration avec l'Office national des œuvres universitaires (Onou), participe à la promotion du sport universitaire, en vue de la restitution de la place qui était sienne dans les années passées, caractérisées par une multitude de concours et tournois universitaires nationaux dans différents sports collectifs et individuels», a indiqué à l'APS le directeur des œuvres universitaires à l'université d'El Affroun, Rabah Belatrèche.

Il a souligné, à ce propos, l'importance des championnats nationaux universitaires organisés par le passé qui avaient permis un développement notable du sport universitaire, en plus de l'émergence de jeunes étudiants dans les joutes internationales, telles les olympiades.

De nombreux représentants du ministère de tutelle, ainsi que d'universités et de directions des œuvres universitaires des wilayas du centre ont pris part à cette troisième rencontre du genre, consacrée à la mise au point d'un programme pour le suivi des activités sportives, inscrites au titre de la présente année universitaire.

Une rencontre similaire a été organisée à Constantine (septembre) suivie d'une autre à Oran (la semaine dernière).

R. O.

Education et enseignement supérieur à Tizi-Ouzou

Vers l'installation d'une commission de suivi des projets

Les élus à l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi-Ouzou réunis jeudi en session ordinaire, ont voté à l'unanimité, une délibération pour l'installation d'une commission de suivi des projets du secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur.



Cette commission, qui sera composée d'élus à cette même assemblée, sera chargée de «suivre l'état d'avancement des projets inscrits à l'indicatif de ces deux secteurs dans le but d'identifier les différents blocages et de contribuer à leur règlement afin qu'ils soient réceptionnés dans les meilleurs délais», a indiqué à l'APS le président d'APW, Mohamed Klaleche. Entre autres projets objet d'un suivi par cette commission, M. Klaleche a cité les 17500 lits et 17000 places pédagogiques en cours de réalisation au pôle universitaire de Tamda «qui accuse un énorme retard puisque depuis 2007 à ce jour seulement 4300 places pédagogiques et 3000 lits seront réceptionnés pour cette rentrée».

Lors de cette session durant laquelle les élus sont revenus sur le déroulement

des rentrées universitaire et scolaire, la commission éducation, enseignement supérieur et formation professionnelle de l'APW, a relevé, dans son rapport, certaines préoccupations dont celles liées au déficit en encadrement et la situation de «délabrement» de quelques établissements scolaires, ainsi que le retard dans la livraison de certains projets relevant du secteur de l'éducation.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, le rapport fait état, entre autres, d'un retard dans la livraison des projets en cours de réalisation, d'un manque d'entretien de certaines résidences universitaires, la mauvaise qualité des repas et le déficit d'encadrement».

Le directeur de l'éducation, Djamel Belkadi, a annoncé que pour prendre en charge le déficit en encadrement enregis-

tré dans son secteur, un concours de recrutement de directeurs d'établissements sera organisé au courant de ce mois. En matière d'infrastructures, a-t-il ajouté, le lycée de la commune de Boudjima sera réceptionné d'ici la fin de l'année et que d'autres établissements tous cycles confondus sont en cours d'achèvement.

Pour sa part, le secrétaire général de la wilaya, Zineddine Tibourtine, a rassuré que «d'ici le 20 de ce mois d'octobre, 4000 places pédagogiques et 3000 lits seront réceptionnés au niveau du pôle universitaire de Tamda, puisque les travaux de réalisation des blocs pédagogiques et d'hébergement sont achevés, et que tous les travaux de raccordement aux réseaux divers sont réalisés».

T. O.

Université de Khemis Miliana (Ain Defla)

Des logements de fonction en cours de réalisation

Au total, 110 logements de fonction sont en cours de réalisation à l'université Djilali Bounaâma de Khemis Miliana (Ain Defla) au profit du corps enseignant, a-t-on appris jeudi auprès du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur. Ces logements dont le taux de réalisation avoisine 45 % devraient être réceptionnés vers la fin de l'actuelle saison universitaire

(juin 2017), a précisé Mohammed Bezzina, notant que l'acquisition d'un logement de fonction permet à l'enseignant d'améliorer ses performances et de se concentrer d'avantage dans son travail. Le responsable a fait savoir qu'en vertu de la réglementation stipulant que des décisions de pré affectations sont remises aux bénéficiaires une fois que le taux de réali-

sation dépasse 40 %, une opération du même genre a été lancée la semaine dernière à l'université, notant que la remise d'une pré affectation permet à l'enseignant bénéficiaire de se sentir «rassuré». 50 logements de fonction ont par le passé été octroyés au personnel enseignant, a-t-on encore précisé.

R. O.

Mostaganem

Remise de 520 pré-affectations de logements sociaux

Au moins 520 pré-affectations ont été remises jeudi dans la wilaya de Mostaganem aux bénéficiaires de logements sociaux locatifs dans neuf communes, a-t-on constaté.

Ces logements sont répartis en 140 logements dans les dairas de Ain Nouissy, 100 à Kheireddine, 67 à Bouguirat, 51 à Hadjadj, 50 à Mesra, 48 à Touahria, 37 à Ain Sidi Chérif, 20 à Khadra et sept (7) à Boughalem.

Le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar, a présidé une cérémonie de remi-

se symbolique de plus de 60 pré-affectations dans une ambiance de joie et de satisfaction des bénéficiaires.

Il est attendu la remise des autres affectations à partir de dimanche prochain au niveau des dairas concernées.

Dans ce contexte, le directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a signalé l'attribution avant la fin du mois en cours de 480 logements de ce quota global, indiquant que les travaux de ces logements sont achevés à 100 %, alors que l'aménagement externe des 40

logements restants, qui seront attribués avant la fin de l'année en cours, est en voie d'achèvement.

Le wali a annoncé, par ailleurs, l'attribution de plus de 7.000 logements de différents programmes d'ici à la fin de l'année en cours à travers les communes de la wilaya, ajoutant que les services de la wilaya suivent quotidiennement les travaux des chantiers.

M. Temmar a insisté également sur le lancement prochain de l'aménagement urbain des 550 douars avec la pose des canalisations d'AEP, d'assainissement et

Tissemsilt

Hausse de la production de la laine

■ La production de la laine a atteint 2.562 quintaux au titre de la saison agricole 2015-2016 dans la wilaya de Tissemsilt, soit une hausse par rapport à l'année dernière (2165 qx), a-t-on appris jeudi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Cette hausse dans la production de la laine est justifiée par l'augmentation du cheptel et l'intérêt accordé par les éleveurs à la production de la laine ces trois dernières saisons.

Le chef de service régulation de la production animale et végétale a souligné, en marge d'une rencontre de sensibilisation sur la stratégie de valorisation de la production de la laine dans la wilaya, que cette hausse est justifiée par la hausse du cheptel et l'intérêt accordé par les éleveurs à la production de la laine ces trois dernières saisons.

La DSA a fait remarquer que les opérations de tonte ont repris de belle manière dans plusieurs régions de la wilaya lors de la saison agricole 2015-2016 touchant 156.000 têtes ovines.

Les régions de Layoune, Khemisti, Tissemsilt, Bordj Emir Abdelkader, Ammari et Ouled Bessam totalisant un cheptel de 180.000 têtes ovines se distinguent par une production abondante de la laine.

Cependant, la tonte dans la wilaya de Tissemsilt est confrontée au manque de main d'œuvre qualifiée. Cette activité est généralement exercée par des éleveurs âgés et de manière traditionnelle.

La DSA a initié, au début de la saison agricole précédente, une réunion de sensibilisation avec des éleveurs pour les inciter à utiliser des moyens modernes pour augmenter la production de la laine.

Cette rencontre de sensibilisation sur la stratégie de valorisation de la production de la laine, organisée par la chambre d'artisanat et des métiers en collaboration avec la DSA, a drainé un bon nombre d'éleveurs et d'artisans activant en tapisserie et tissage.

Elle a été marquée par l'explication de la nouvelle stratégie mise en place par l'Etat pour valoriser la production de la laine qui porte, entre autres, sur l'ouverture des centres de la laine pour fournir la matière première à la tapisserie et au tissage, ainsi que sur la mise en exergue des efforts du secteur de l'agriculture en matière de soutien et d'accompagnement des éleveurs dans le but d'accroître la production.

G. O.

CONFLITS ▶▶

Flottille internationale déroutée de Ghaza par Israël

Une opération qui relève du «terrorisme d'Etat»

Les Palestiniens ont vivement dénoncé l'interception mercredi soir par la marine israélienne du «bateau des femmes» qui tentait de briser le blocus imposé à la bande de Ghaza depuis plus de 10 ans, dénonçant une opération qui relève du «terrorisme d'Etat».



Selon le mouvement de résistance palestinien Hamas qui contrôle Ghaza depuis juin 2007, l'opération de la marine israélienne relève du «terrorisme d'Etat». Pour sa part, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a, par la voix de son numéro 2 Saëb Erekat, dénoncé une «agression israélienne» appelant à la libération des passagères qui rappellent qu'«il est temps de transformer les déclarations d'intention en actes concrets».

L'armée d'occupation israélienne a une nouvelle fois intercepté un bateau qui tentait de briser le blocus de Ghaza et escorté les 13 femmes à son bord jusqu'au port israélien d'Ashdod, les empêchant de rallier l'enclave palestinienne. Les passagères, notamment la Nord-Irlandaise Mairead Maguire, prix Nobel de la Paix, sont détenues depuis 3h00 à la prison de Ramlé (centre d'Israël), a indiqué

une porte-parole de l'administration pénitentiaire. «Elles y sont en attente d'expulsion».

Deux d'entre elles, des journalistes, «sont parties à l'aéroport», a, pour sa part déclaré Sabin Haddad, porte-parole de l'Autorité de la population et de l'immigration. Les autres seront gardées en détention 96 heures avant d'être expulsées, sauf si elles décident de partir avant, a-t-elle dit.

De l'étudiante à la septuagénaire, ces 13 femmes venues d'Afrique du Sud, de Nouvelle-Zélande ou de Malaisie notamment, avaient embarqué en Europe pour tenter de rallier l'enclave palestinienne soumise depuis juin 2006 à un strict blocus terrestre, aérien et maritime imposé par l'occupant israélien.

Leur objectif était de tenter de poser le pied dans l'enclave palestinienne pour attirer l'attention sur le sort de ses 1,9 million d'habi-

tants qui ont subi depuis 2008 trois agressions israéliennes meurtrières.

Il y aura d'autres flottilles

«Nous sommes très déçues pour les Ghazaouis qui nous attendaient, mais nous allons continuer. Tant qu'il y aura un blocus, il y aura des flottilles», affirme Claude Léostic, porte-parole de l'opération, qui avait elle-même pris la mer en 2011 en direction de Ghaza. «Nous n'avons toujours aucun contact avec les passagères du Zaytouna-Oliva» (le bateau intercepté), a-t-elle dit jeudi matin. Depuis mercredi après-midi, le contact avait été perdu avec le Zaytouna-Oliva, qui avait auparavant fait des escales à Ajaccio et Messina où l'équipage s'est renouvelé. Peu après, le site Internet de l'opération publiait des vidéos tournées avant le départ, dans lesquelles les passagères lancent un

appel pour leur libération. «Mon nom est Ann Wright, je suis ancienne colonel de l'armée américaine et une ex-diplomate américaine. Si vous voyez cette vidéo, c'est que les forces d'occupation israéliennes m'ont kidnappée», y affirme ainsi l'une d'elle.

Les accords d'Oslo, signés entre Israéliens et Palestiniens en 1993, autorisaient les Ghazaouis à naviguer, notamment pour la pêche, jusqu'à 20 miles des côtes. Mais cette distance s'est largement réduite au fil des guerres. Le blocus est venu s'y ajouter en 2006. Depuis 2008, plusieurs expéditions civiles ont tenté, à chaque fois vainement, de briser le blocus de la bande de Ghaza. En 2010, un assaut israélien sur une flottille s'était soldé par la mort de 10 militants turcs à bord du *Mavi Marmara*, provoquant une grave crise entre Israël et la Turquie.

R. T.

Yémen

Sept morts dans des combats entre rebelles et forces loyalistes

Sept personnes ont été tuées jeudi dans des affrontements entre rebelles houthis et forces pro-gouvernementales dans le sud-ouest du Yémen, selon un officier des forces loyalistes.

Les hostilités engagées à la limite entre les provinces de Taëz et de Lahj pour le contrôle de hauteurs surplombant le détroit de Bab Al-Mandeb, entre la mer Rouge et le Golfe d'Aden, se sont soldées par «la mort de quatre rebelles et de trois de nos hommes», a précisé cet officier des forces fidèles au président Abd Rabbo Mansour Hadi, cité par l'AFP.

Sur le terrain, les combats se sont intensifiés sur plusieurs fronts au Yémen, dont celui de Taëz et Lahj, après l'échec le 6 août de pourparlers de paix entre les rebelles houthis et les forces pro-Hadi appuyées par une coalition militaire arabe dirigée par l'Arabie Saoudite.

Depuis l'intervention de cette coalition en mars 2015, le conflit a fait plus de 6 700 morts et déplacé au moins trois millions de Yéménites, selon l'ONU.

R. I.

Afghanistan

Près de 10 000 civils ont fui Kunduz

Près de 10 000 civils afghans ont fui la ville de Kunduz (nord) depuis lundi selon l'ONU, afin d'échapper aux combats toujours en cours entre forces gouvernementales et talibans.

«Les premières informations suggèrent que jusqu'à 10.000 personnes sont arrivées récemment dans différentes villes dont Kaboul, Taloqan (province de Takhar, voisine de celle de Kunduz, Ndlr) et Mazar-e-Sharif, la grande capitale du Nord», a indiqué le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) à Kaboul dans un communiqué.

«En raison des combats, la plupart d'entre eux sont partis soudainement en emportant très peu de choses avec eux», a ajouté Ocha.

Les familles restées sur place sont confrontées à des «pénuries d'eau, d'électricité, et se procurent de plus en plus difficilement des vivres et du carburant» à des prix qui ne cessent de grimper, a insisté la même source.

Les déplacés arrivés en fin de journée à Kaboul ont confirmé une situation de plus en plus dure et tendue, expliquant avoir quitté leurs quartiers en raison de la présence de combattants talibans dans les rues et qui occupent parfois leurs maisons, selon les témoignages relayés par les agences de presse.

«Quand les gens refusent d'abriter les combattants, les taliban mettent le feu à leur maison» a rapporté Parmin, une jeune femme cachée sous sa burqa, approuvée par les femmes autour d'elle.

Les autorités avaient affirmé lundi soir avoir repris le contrôle de la ville mais les talibans ont semble-t-il reçu des renforts et les combats ont repris de plus belle dans la journée de mardi, selon les témoins ayant pu atteindre la capitale.

C'est la deuxième fois en un an que Kunduz, grand noeud commercial proche de la frontière avec le Tadjikistan, est assaillie par les insurgés qui l'avaient déjà occupée trois jours durant la fin septembre 2015.

Y. I.

Syrie

Obama pourrait opter pour de nouvelles sanctions

Poussé à agir face à la catastrophe humanitaire à Alep, le président américain Barack Obama, réticent à tout affrontement militaire avec le régime syrien, pourrait opter pour de nouvelles sanctions à l'encontre de Damas et de son allié russe.

Selon des diplomates et des responsables américains, la stratégie est encore en cours d'élaboration mais le premier volet de cette initiative pourrait passer par des sanctions onusiennes visant des personnes impliquées dans des attaques chimiques.

L'ONU a déjà établi la responsabilité de Damas dans deux attaques chimiques dans le nord

de la Syrie en 2014 et 2015. Mais un nouveau rapport, attendu d'ici fin octobre, devrait offrir plus de précisions sur leurs auteurs.

Si l'essentiel du premier cercle du président Bachar al-Assad fait déjà l'objet de sanctions - en particulier gel des avoirs détenus aux Etats-Unis - viser cette fois des militaires de grades moins élevés pourrait, selon des responsables américains, envoyer un signal fort.

Mais le véritable impact serait d'abord diplomatique; Moscou se retrouverait en position délicate au Conseil de sécurité s'il devait s'y opposer et donc, par ricochet, défendre l'usage d'armes chi-

miques par Damas. Si la voie onusienne échoue, Washington pourrait choisir une action concertée avec les Européens et d'autres alliés. «A ce stade, on ne peut exclure des efforts multilatéraux en dehors de l'ONU pour imposer des sanctions à la Syrie, la Russie ou d'autres», a expliqué Josh Earnest, porte-parole de Barack Obama, rappelant que cela avait déjà été fait par le passé évoquant les sanctions imposées à Moscou, en coordination avec l'UE, sur le dossier ukrainien.

Les sanctions pourraient viser en particulier des entreprises russes - producteurs de composants chimiques, fournisseurs

pour l'aéronautique - ayant fourni des composants qui ont servi à bombardier des civils. Cela permettrait de ménager les capitales européennes hostiles à des sanctions trop larges envers un partenaire commercial russe de poids.

Mais face à la crise humanitaire dramatique qui secoue la Syrie et ses voisins, les pays européens seront peut-être moins réticents à prendre des mesures contre Moscou.

Lors d'un échange téléphonique la semaine dernière, Barack Obama et la chancelière allemande Angela Merkel ont dénoncé les raids «barbares» menés par les armées russe et syrienne sur l'est

d'Alep, partie rebelle de la ville, «une zone où habitent des centaines de milliers de civils, dont la moitié sont des enfants». Une implication militaire américaine à Alep ne semble pas, elle, à l'ordre du jour. Nombre de responsables américains ont laissé entendre que M. Obama ne remettrait pas en cause des années d'opposition à une intervention armée contre le régime de Damas en autorisant des frappes aériennes. «L'utilisation de la force militaire américaine contre le régime Assad aurait des conséquences significatives», affirmait cette semaine Josh Earnest.

AFP



AFRICAINES

Soudan du Sud

La communauté internationale fustige l'appel à une nouvelle guerre

La communauté internationale, dont l'Union européenne et les Etats-Unis, a vivement condamné l'appel de l'ex-chef des rebelles du Soudan du Sud, Riek Machar, à déclencher une nouvelle guerre contre le gouvernement sud-soudanais.



Fin septembre, Riek Machar, ancien vice-président sud-soudanais, avait annoncé son intention de "lancer une résistance populaire armée contre le régime autoritaire et fasciste du président Salva Kiir afin d'apporter au pays la paix, la liberté, la démocratie et le règne de la loi".

Il avait lancé cet appel depuis Khartoum (Soudan), où il vit en exil après des combats en juillet dans la capitale sud-soudanaise Juba, estimant que l'accord de paix obtenu grâce à la communauté internationale n'était plus valide.

Dans un communiqué commun transmis jeudi à l'AFP, l'UE, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège, et plusieurs pays voisins du Soudan du Sud (Soudan, Ethiopie, Kenya et Ouganda) ont condamné "les appels de leaders de l'opposition à une reprise du conflit armé".

"La poursuite du conflit ne résoudra pas les défis politique et économique urgents du pays. Cela ne fera qu'empirer la souffrance du peuple sud-soudanais, aggraver la crise humanitaire et exacerber les tensions ethniques", souligne le communiqué.

"Nous sommes très inquiets des affrontements violents qui ont eu lieu dans le pays ces dernières semaines, notamment près de Yei, Wau, Bentiu et Nassir", ajoute le communiqué, dénonçant de graves violences perpétrées contre les civils.

Le Soudan du Sud a proclamé son indépendance en juillet 2011. La guerre civile qui a éclaté en décembre 2013 a fait des dizaines de milliers de morts, déplacé 2,5 millions de civils et provoqué une grave crise humanitaire.

Un accord de paix signé en août 2015 avaient fait naître de timides espoirs de pacification du pays, et fin avril 2016, M. Machar

était revenu à Juba en tant que vice-président pour former un gouvernement d'union nationale avec le président Salva Kiir.

Mais la capitale a été le théâtre de violents affrontements début juillet entre les forces de M. Kiir et celles de M. Machar, qui ont fait des centaines de morts et plus de 70.000 réfugiés.

Les violences se poursuivent dans plusieurs régions. Ainsi, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) s'est inquiété le 30 septembre de la situation d'environ 100.000 personnes "piégées" dans la localité de Yei (150 km au sud-ouest de Juba), qui est encerclée par les forces gouvernementales sud-soudanaises.

L'ancien allié de Riek Machar, Taban Deng Gai, l'a remplacé en tant que vice-président du Soudan du Sud. On ignore pour le moment si les forces rebelles sur le terrain suivent M. Machar ou Taban Deng Gai.

AFP

Soudan

Les médecins en grève pour de meilleures conditions de travail

Les médecins des hôpitaux publics du Soudan étaient en grève jeudi pour réclamer au gouvernement de meilleures conditions de travail, une hausse des salaires et davantage de sécurité, ont rapporté des médecins et le correspondant de l'AFP.

En raison de ce mouvement national débuté jeudi matin, les médecins ne traitaient que les cas d'urgence, a indiqué le Comité des médecins.

Selon le correspondant de l'AFP, des médecins manifes-

taient dans plusieurs hôpitaux publics de la capitale Khartoum et des informations circulaient sur une mobilisation similaire dans les Etats du Darfour-Nord et Ouest, Jazira (centre) et Sennar (sud).

"Nous faisons grève pour le bien des patients", "Nous voulons nous sentir en sécurité lorsque nous travaillons", pouvait-on lire sur les banderoles arborées par le personnel soignant dans la capitale.

La mobilisation de jeudi s'attaquait aux bas salaires, à la

détérioration des services hospitaliers et à la hausse du nombre d'attaques contre les médecins.

"Nous nous plaignons car il n'y a pas d'équipement convenable dans les hôpitaux", a confié à l'AFP Wafa Ali, qui exerce dans un hôpital de Khartoum. "Les hôpitaux ne sont pas correctement entretenus, (...) même les salles d'urgences ne sont pas propres."

Pour le docteur Osama Ahmed, le personnel médical vit depuis plusieurs années sous une pression croissante. "Nous

critiquons depuis longtemps l'atmosphère de travail dans les hôpitaux", souligne-t-il. "Nous voulons nous sentir en sécurité quand nous travaillons."

Ces dernières semaines, des médias soudanais ont fait état d'agressions de médecins par des policiers ou des proches de patients en colère.

La détérioration générale des services publics a favorisé l'essor du secteur privé, qui compte plus de 1.400 hôpitaux à travers le pays.

AFP

Zambie

Le chef de l'opposition inculpé et libéré sous caution

Le chef de l'opposition zambienne Hakainde Hichilema a été inculpé jeudi d'incitation à l'insurrection et l'organisation d'un rassemblement illégal mais libéré sous caution après avoir passé une nuit en prison, a-t-on appris de sources concordantes.

Le président du Parti uni pour le développement national

(UPND) et son vice-président Geoffrey Mwamba avaient été arrêtés puis placés en détention à la prison de Luanshya, dans la région minière de la Copperbelt ("Ceinture de cuivre", centre). Ils ont comparu et ont été libérés sous caution. Tous deux ont plaidé non coupable", a affirmé à l'AFP leur avocat, Jack Mwiimbu.

Dans un communiqué, l'UPND

a précisé que les deux responsables avaient été remis en liberté contre le paiement d'une caution de 25.000 kwachas (2.200 euros).

La semaine dernière, MM. Hichilema et Mwamba avaient voulu rendre visite à des membres de leur parti enfermés dans plusieurs prisons de la région. Mais ils n'y avaient pas été autorisés.

Leur procès doit se tenir le 19

octobre. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent jusqu'à sept ans de prison.

Jeudi matin, Hakainde Hichilema a dénoncé dans un message publié sur son compte Facebook ses conditions d'incarcération à la prison de Luanshya, affirmant notamment avoir été privé avec M. Mwamba de nourriture, d'eau et de couverture.

Lors de la présidentielle du 11 août, le chef de l'Etat sortant Edgar Lungu avait devancé d'à peine 100.000 voix Hakainde Hichilema, qui se présentait pour la cinquième fois à la magistrature suprême. L'UPND a contesté la victoire de M. Lungu, l'accusant de fraude, mais la justice zambienne a rejeté ses recours.

AFP

Niger

Une attaque contre un camp de réfugiés tue 22 soldats

Au moins 22 soldats ont été tués au Niger lorsque des inconnus ont attaqué un camp de réfugiés pour Maliens, a déclaré le Premier ministre, Brigi Rafini.

L'attaque, jeudi, a pris pour cible un camp du village de Tassalit, dans la région de Tahoua, à 525 km au nord-est de la capitale, Niamey.

"Nous avons été informés d'une attaque sur le camp de Tassalit. Pour l'instant, on nous a dit qu'il y a 22 morts mais ce n'est pas le bilan définitif. Il pourrait s'alourdir", a déclaré Brigi Rafini sur la télévision publique TeleSahel.

Le Premier ministre n'a rien dit de la possible identité des assaillants ni si des civils avaient été tués ou blessés.

Les habitants du camp sont des Maliens réfugiés au Niger ayant fui leur pays face à l'avancée de militants islamistes, dont certains entretiennent des liens avec Al Qaïda.

Reuters

Guinée

Elections communales en février 2017

Le dialogue politique national en Guinée a décidé jeudi par consensus l'organisation des élections communales et communautaires en février 2017.

"Après de longues heures et des jours de débats, nous sommes parvenus à un consensus entre opposition et majorité présidentielle sur l'organisation des élections communales et communautaires qui (se tiendront) en février 2017", a indiqué à la presse le porte-parole de l'opposition, Aboubacar Sylla.

Le dialogue politique national, lancé le 22 septembre, réunit le pouvoir, l'opposition, la société civile et les partenaires internationaux de la Guinée.

Aboubacar Sylla a indiqué qu'il sera procédé aussi lors des prochaines élections communales aux "élections pour les conseils de quartiers et de districts".

Les élections communales visent l'élection des maires tandis que les scrutins communautaires concernent l'élection des chefs de quartiers et de districts, des entités intermédiaires entre le quartier et la mairie.

Les dernières élections locales en Guinée se sont tenues en 2005. Ce scrutin, qui aurait dû se tenir en 2013, a été constamment reporté depuis, en 2014 puis en 2015, et avait été récemment fixé par la Commission électorale à la fin de l'année 2016.

R. A.

La vente des Rafales français à l'Inde attise les tensions indo-pakistantaises

La décision de la France de vendre à l'Inde 36 avions Rafale capables de frappes nucléaires est un acte irresponsable qui attise le risque de guerre en Asie du Sud et dans le monde.

Par Senthooan Ravee

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et son homologue indien, Manohar Parrikar, ont signé le contrat des Rafales pour 7,75 milliards d'euros (8,7 milliards de dollars) à New Delhi le 23 septembre au milieu d'une crise militaire en escalade entre l'Inde et son grand rival, le Pakistan.

Depuis, cette crise s'est développée, avec l'Inde menant des frappes militaires à l'intérieur du Pakistan dans la nuit du 28 au 29 septembre où elle se vante avoir infligé «de lourdes pertes». Les frappes, les premières que l'Inde a admis publiquement réaliser à l'intérieur du Pakistan depuis plus de quatre décennies, ont poussé ces États rivaux d'Asie du Sud aux armes nucléaires au bord de la guerre.

La transaction sur les Rafales est un des plus importants achats d'armes que l'Inde a jamais réalisés et a fait l'objet de négociations longues et parfois tendues entre Paris et New Delhi s'étalant sur plusieurs années. Cela dit, il est quasiment certain que le gouvernement indien du Bharatiya Janata Party (BJP) a décidé d'accélérer la finalisation de la transaction, ou du moins son annonce et la signature officielle du contrat, pour envoyer un message belliqueux au Pakistan.

Le gouvernement indien a annoncé la signature imminente du contrat sur les Rafales le 21 septembre en même temps qu'il élaborait des plans avec les militaires, les services de renseignement et le corps diplomatique sur la façon de « punir » le Pakistan pour l'attaque trois jours auparavant sur la base militaire d'Uri, dans la partie du Cachemire tenue par l'Inde.

Sans une enquête même superficielle, le gouvernement du BJP a accusé le Pakistan de l'attaque sur Uri et a juré qu'il vengerait les 18 soldats indiens qui y sont morts.

L'importance de l'achat des Rafales a été soulignée par le sous-titre que *The Indian Express* a donné à son article annonçant la signature du contrat le 23 septembre



: «L'Inde tient à introduire les avions de combat Rafale dans l'Armée de l'air indienne en raison de leur rôle stratégique pour mener des frappes nucléaires».

Le fabricant de cet avion de combat, Dassault Aviation, a comme argument de vente qu'il est capable d'effectuer un large éventail de missions de courte et de longue portée, y compris des attaques terrestres et maritimes, la reconnaissance, les frappes de haute précision et – la plus significative – des frappes nucléaires.

Pour leur part, les responsables indiens se vantaient ouvertement du bond en avant que l'introduction des Rafales fournira aux capacités de frappe nucléaires de l'Inde contre le Pakistan et la Chine.

« L'Armée de l'air française change cette année ses Mirages pour des Rafales en raison de leur capacité de frappe nucléaire, » a déclaré un responsable de la défense indienne. « Ils ont déjà commencé le processus, et bien que nos systèmes de frappe nucléaires soient différents des leurs, cela nous dit que le Rafale est adapté à cette tâche. »

Sur la base des informations données

par les militaires, *The Indian Express* a publié lundi, un article intitulé « L'achat des Rafales par l'Inde secoue la Chine : Voici pourquoi ». L'article a noté que le modèle du Rafale que l'Inde achète sera équipé de « missiles «Meteor» – au-delà de la portée visuelle. » Cela permettra aux pilotes de tirer des missiles à une distance de 150 km sans même entrer sur le territoire de l'ennemi.

En plus de sa rencontre avec son homologue indien, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, est passé une heure en discussion avec le Premier ministre indien, Narendra Modi. À l'issue de leurs entretiens, Le Drian a salué l'accord sur les armes comme « une décision historique qui ouvre un nouveau chapitre dans nos relations », tandis que Modi a répondu : « Le partenariat entre la France et l'Inde s'avance à un rythme de marche. Il va maintenant procéder à la vitesse d'une Rafale ».

L'accord prévoit l'Inde et la France à collaborer étroitement dans la construction des avions de combat, mais New Delhi n'a apparemment pas réussi à obtenir les transferts de technologie à grande échelle.

La moitié de la valeur de la transaction est dans les contrats de missiles et de pièces détachées pour garder les Rafales opérationnels pour les 40 prochaines années sans aucune pénurie d'approvisionnement. Safran, Thales, et d'autres grandes entreprises françaises participeront à la fabrication de pièces clés pour les avions.

Les vastes sommes dépensées sur ces chasseurs-bombardiers – qui pourraient porter la destruction nucléaire à des millions voire des dizaines de millions de personnes – sont d'autant plus obscènes étant donné la pauvreté à laquelle de larges masses de travailleurs urbains et ruraux en Inde font face. Des statistiques de l'ONU montrent que 270 millions d'Indiens, soit environ 22 pour cent du 1,2 milliard d'habitants du pays, vivaient en dessous du seuil officiel de pauvreté de 1,12 euro par jour en 2012. Le travail des enfants s'étend à des dizaines de millions d'enfants indiens, tandis que les villages indiens manquent des routes et les infrastructures sanitaires appropriées, et, dans certains cas, même d'électricité.

La signature de l'accord sur les Rafales est le produit de la montée des tensions géostratégiques en Asie dans le cadre du «Pivot vers l'Asie», des États-Unis qui vise à isoler stratégiquement la Chine et se préparer à la guerre contre elle.

Sous Modi, l'Inde s'est intégrée de plus

en plus profondément dans l'offensive militaire et stratégique des États-Unis contre la Chine, tout en cherchant à s'affirmer comme puissance hégémonique régionale de l'Asie du Sud et une puissance de premier plan dans l'océan Indien.

Le gouvernement de Modi a mené une série d'initiatives provocatrices contre Pékin. Il a augmenté la présence militaire de l'Inde à sa frontière avec la Chine, appuyé la campagne provocatrice des États-Unis contre la Chine en mer de Chine méridionale, et à la fin d'août a signé un accord avec Washington qui permet à l'armée américaine d'utiliser des bases indiennes pour le ravitaillement en carburant, le réapprovisionnement, et la détente.

Maintenant, ces initiatives perturbent les liens de l'Inde avec la Russie, l'une de ses partenaires stratégiques les plus importantes depuis longtemps et traditionnellement son principal fournisseur d'armes. L'Inde et la Russie, ou l'Union soviétique avant 1991, avaient établi des liens commerciaux et militaires larges depuis la partition du sous-continent en 1947 en deux États bourgeois communaux rivaux, un Pakistan explicitement musulman et une Inde à prédominance hindoue.

Pendant la guerre froide, l'Inde a signé un « traité d'amitié » avec l'Union soviétique en 1971 et dépendait de cette dernière pour la plupart de ses avions et d'autres armes de pointe.

Cependant, l'Inde s'étant alignée avec l'impérialisme américain la Russie s'est approchée de la Chine dans un alignement encore plus stratégique, car les deux pays sont menacés de guerre par les États-Unis – au sujet de la Syrie, de l'Ukraine, de la mer de Chine méridionale, ou d'autres points chauds. Dans ces conditions, l'Inde est devenue de plus en plus réticente à compter sur la Russie comme sa principale source de haute technologie militaire, craignant que cette technologie puisse subitement devenir indisponible si une guerre éclate.

Comme dans le passé, la France a cherché à tirer profit de ces tensions afin de vendre des armes en se présentant comme un partenaire militaire plus fiable, plus étroitement aligné sur les intérêts indiens.

Une grande partie des bénéfices qui seront faits de la vente des Rafales iront à l'actionnaire principal de Dassault Aviation, Serge Dassault, dont la fortune de 20 milliards d'euros faite de lui la cinquième personne la plus riche de France.

S. R.



Les USA lancent une «troisième phase» de renforcement militaire contre la Chine

Le secrétaire à la Défense, Ashton Carter, a annoncé jeudi dernier une expansion spectaculaire «pivot» du Pentagone vers l'Asie, qui intensifiera la confrontation militaire déjà tendue avec la Chine dans la région. Il a déclaré que l'Asie-Pacifique était «la région la plus conséquente pour l'avenir de l'Amérique».

Par Peter Symonds

A bord du porte-avions *USS Carl Vinson* à San Diego, Carter a décrit une «troisième phase» du renforcement des capacités militaires des États-Unis, avec un «réseau de sécurité principal et inclusif» en Asie. Si Carter a affirmé que Pékin n'avait pas à être exclu du «réseau», tous les aspects de la «troisième phase» visent bien la préparation d'une guerre avec la Chine.

L'importance attribuée par Carter au Partenariat transpacifique (TPP) pour «lier les États-Unis plus étroitement aux 11 autres pays» souligne le but du «pivot» : maintenir la domination américaine et subordonner la Chine aux intérêts des États-Unis. Les termes du TPP assurent que Pékin en sera exclu à moins d'accepter les règles fixées par Washington.

Carter a souligné que l'hégémonie économique des États-Unis devait être soutenue par la puissance militaire. En décrivant la «troisième phase», il a déclaré que «les États-Unis continueront à développer notre avantage militaire pour que nous restions l'armée la plus puissante dans la région et le partenaire de sécurité de choix.»

Carter a indiqué que la «première phase» du «pivot» annoncé en 2011 avait impliqué une montée quantitative de l'armée américaine et la restructuration de ses bases militaires. Des dizaines de milliers de militaires américains ont été redéployés vers l'Asie, où Washington compte affecter 60% de ses capacités aériennes et navales. La restructuration des bases américaines au Japon, en Corée du Sud, à Guam et à Hawaii a commencé ; de nouveaux accords sur les bases militaires ont été conclus en Australie.

La «deuxième phase» a impliqué l'envoi des «capacités les plus avancées» en



Asie, dont les avions de chasse furtifs F-22 et F-35, les avions P-8 de patrouille maritime, et les vaisseaux les plus récents, ainsi que des bombardiers stratégiques. Elle comprenait également un effort soutenu pour intensifier les relations militaires avec des alliés et des partenaires stratégiques pour encercler la Chine. Carter a souligné le renforcement des relations sécuritaires avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les Philippines, l'Inde, Singapour, le Vietnam et la Nouvelle-Zélande en particulier.

Afin de maintenir cet «avantage militaire», Carter a décrit de vastes projets pour «une mise à jour qualitative et un investissement dans notre posture régionale.» Il a cité une liste de projets de haute technologie qui seront financés dès cette année, parmi lesquels :

- * La conversion des sous-marins nucléaires Virginia pour les rendre «plus meurtriers et plus capables», en triplant leur charge de missiles de croisière.

- * L'augmentation du financement pour plusieurs types de drones sous-marins, qui fait partie des plus de \$40 milliards alloués pour les cinq prochaines années pour maintenir «la force de sous-marins et d'antisous-marins la plus létale dans le monde.»
- * Dépenser \$12 milliards sur cinq ans pour un nouveau bombardier d'attaque à longue portée Raider B-21.

- * Dépenser \$56 milliards sur cinq ans pour acheter plus de 400 avions furtifs F-35.

- * Un investissement de près de \$16 milliards sur cinq ans pour rénover la flotte d'avions ravitailleurs.

- * La réadaptation du missile SM-6 «pour qu'il puisse aussi attaquer les navires enne-

mis en mer à très longue distance.»

- * L'amélioration de la «portée et de la précision des missiles d'attaque terrestre et anti-navires», ainsi que de nouvelles torpilles.

- * De grands nouveaux investissements, à hauteur de \$34 milliards l'année prochaine dans la guerre cybernétique, électronique et dans l'espace.

Chacune de ces nouvelles armes et améliorations doit servir à faire la guerre contre la Chine, fondée sur la stratégie de Bataille Air-Sea du Pentagone, à savoir un assaut massif de missiles et d'avions en Chine, complété par un blocus naval paralysant.

En outre, selon Carter, il y aura «d'autres surprises», dont certains investissements qui feront de «grands bonds en avant», et vont «respecter notre engagement depuis des décennies de consolider la sécurité dans la région Asie-Pacifique, forte et incontestable.»

La «troisième phase» consiste en l'intensification du «réseau de sécurité principal et inclusif en Asie-Pacifique», ce que Carter a déclaré «ne pas être une alliance formelle, ni un effort pour contenir ou d'isoler quiconque». L'utilisation du terme «principal», qui signifie des «intérêts et valeurs partagés», est sensé exclure la Chine. Le but cynique et hypocrite est d'opposer un réseau de soi-disant «démocraties» au régime autocratique à Beijing.

Carter a prononcé son discours juste avant de participer à une réunion des ministres de la Défense de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), afin d'attirer ces pays dans le «réseau de sécu-

rité» américain. Les 10 membres de l'Asean sont : la junte thaïlandaise militaire, les régimes d'État-policier stalinien au Vietnam, au Cambodge et au Laos, des États quasi à parti unique en Malaisie et à Singapour, la monarchie absolue de Brunei, les Philippines actuellement dirigés par le président fascinant Rodrigo Duterte, ainsi que l'Indonésie et Myanmar, où les militaires continuent de jouer un rôle politique-clé.

Carter a toutefois déclaré que ce deuxième dialogue informel «se pencherait sur nos intérêts et nos principes communs et identifierait de nouvelles façons de collaborer ensemble pour les réaliser.» Le vrai but de la rencontre est d'attirer les pays de l'Asean dans une alliance anti-chinoise et d'intensifier la pression sur la Chine à propos de la mer de Chine méridionale.

La réunion, qui portait sur la «sécurité maritime», suit de près la décision du 12 juillet de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en faveur d'une procédure lancée par les Philippines, et soutenue par les USA, contre les prétentions territoriales chinoises en mer de Chine méridionale.

Washington se préoccupe de plus en plus que le président Duterte des Philippines ne tente d'éviter d'une confrontation avec la Chine. Il a annoncé un desserrement des liens militaires avec les États-Unis. Dans ce contexte, la déclaration de Carter que «notre alliance avec les Philippines est solide» est une menace à peine voilée destinée à Duterte.

Carter a voulu impressionner les ministres de la Défense réunis avec une démonstration de la puissance militaire américaine, avec des survols d'avions de chasse F-22 et un bombardier stratégique B-1B. Les événements de vendredi se sont terminés par un dîner à bord du cuirassé *USS Missouri*, suivi samedi par une visite du destroyer *USS Chung-Hoon*.

Carter a présenté de nouvelles initiatives en matière de sécurité maritime, dont un dialogue maritime Asean et un exercice de sensibilisation au domaine maritime. Le Pentagone fournit déjà \$425 millions sur cinq ans dans une initiative sur la Sécurité maritime pour fournir du matériel et de renforcer la collaboration avec certains membres de l'Asean : les Philippines, le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande.

Il n'y a rien d'innocent ou de pacifique à propos de la décision du Pentagone de déployer rapidement la «troisième phase» de son rééquilibrage vers l'Asie. Au nom du maintien de la sécurité régionale, l'impérialisme américain se prépare rapidement à une épreuve de force avec la Chine, dont les conséquences seraient potentiellement catastrophiques.

P. S.

L'Italie, base USA pour l'Afrique

Par Manlio Dinucci

« Pendant que les projecteurs politico-médiatiques sont braqués sur la Syrie, au centre d'une colossale psyop pour faire apparaître les agressés comme des agresseurs, reste cependant dans l'ombre ce qui arrive dans d'autres parties du Moyen-Orient et en Afrique. États-Unis, Arabie Saoudite, Qatar, Koweït et Emirats -qui depuis cinq ans mènent la guerre en Syrie avec des forces terroristes infiltrées et maintenant accusent le gouvernement syrien de crimes de guerre en sponsorisant l'exposition photographique Caesar présentée demain à Rome- continuent à massacrer des civils au Yémen. Participe à la guerre le Commandement central USA avec des attaques «antiterrorisme», officiellement documentés, effectués au Yémen avec des drones et des chasseurs-bombardiers

Restent plus encore dans l'ombre, dans les médias, les opérations militaires USA en Afrique. Elles sont menées par le Commandement Africa (Africom), qui a en

Italie deux importants commandements subordonnés.

Le US Army Africa (Armée USA pour l'Afrique), dont le quartier général est à la caserne Ederle de Vicence (Vénétie), «fournit le commandement de mission et emploie des forces pour le théâtre opératif», en fournissant en même temps de l'assistance militaire aux partenaires africains pour établir «sécurité et stabilité» dans le continent.

Les US Naval Forces Europe-Africa (Forces navales USA pour l'Europe et l'Afrique), dont le quartier général est dans la base de Capodichino à Naples, sont constituées par six task force formées par les navires de guerre de la Sixième Flotte basée à Gaeta (Latium). Leur «aire de responsabilité» couvre la Russie, l'Europe et l'Afrique (sauf l'Égypte qui entre dans celle du Commandement central), y compris la moitié de l'Atlantique du Pôle Nord à l'Antarctique. Elles sont sous les ordres de l'amirale Michelle Howard, qui est en même temps à la tête du Commandement de la force conjointe alliée (Jfc-Naples), quartier général à Lago

Patria (Naples). Avec ces forces, y compris les chasseurs des porte-avions et les drones armés basés à Sigonella (Sicile), les USA sont en train d'intensifier les opérations militaires en Afrique. Les raids aériens, effectués depuis le mois d'août en Libye sous le prétexte d'arrêter l'avancée de l'Isis (dont la menace a été largement agrandie), servent en réalité le plan de reconquête et de recolonisation de la Libye, où opèrent depuis longtemps des forces spéciales étasuniennes et européennes.

Mais ce n'est là que la pointe émergée du «grand jeu» africain. Parmi ses nombreuses «missions», l'Africom est en train de construire au Niger une base de drones armés, officiellement en fonction «antiterrorisme». Elle sert aux opérations militaires que les USA conduisent depuis des années, avec la France, dans l'Afrique du Sahel, surtout au Mali, Niger et Tchad. Pays parmi les plus pauvres du monde (avec un taux d'analphabétisme qui au Niger est de 70% chez les hommes et 90% chez les femmes), mais très riches en matières premières -coltan et or au

Mali, uranium au Niger, pétrole au Tchad- exploités par des multinationales étasuniennes et françaises qui redoutent la concurrence des sociétés chinoises, lesquelles offrent aux pays africains des conditions beaucoup plus favorables.

Une autre opération militaire étasunienne, avec drones et forces spéciales, est en cours en Somalie, pays de première importance géostratégique. En même temps, la US Army Africa pénètre dans le continent avec des programmes de «coopération à la sécurité» dont le véritable objectif est de former des élites militaires au service des USA. Dans le même objectif les navires de guerre des U.S. Naval Forces Africa parcourent les côtes africaines pour fournir de «l'assistance à la sécurité maritime».

On ne néglige pas non plus l'assistance spirituelle : l'aumônier du navire d'assaut amphibie Wasp a célébré en vidéoconférence depuis la Méditerranée la Sainte Messe pour les marins du navire de guerre San Antonio engagé dans une mission en Afrique.

M. D.

Haïti

L'ouragan Matthew a fait plus de 300 morts

Selon un sénateur du département du sud de l'île, le précédent bilan officiel de 122 morts est largement dépassé. Après avoir dévasté de nombreuses villes dans le pays le plus pauvre des Caraïbes, l'ouragan faiblit mais se dirige vers le sud-est des États-Unis, en alerte.

Le bilan s'alourdit chaque jour un peu plus. Le passage de l'ouragan Matthew a fait «plus de 300 morts» dans le département du Sud d'Haïti, selon le sénateur de cette zone. Hervé Fourcand a rejeté un bilan officiel de 122 morts et indiqué que le décompte qu'il a fait n'est encore que partiel dans le département qu'il représente. Ce département a été le plus durement frappé par cet ouragan d'une grande violence, qui poursuit désormais sa route vers les États-Unis.

Jeudi soir, le média loca Radio Télévision Caraïbes rapportait qu'au moins 264 personnes avaient été tuées. L'ONG Care affirmait alors déjà que le bilan risquait de s'alourdir étant donné les ravages constatés dans le sud-ouest du pays. Les équipes de

l'agence américaine pour le développement international (USAID) ont indiqué avoir observé un niveau «de destruction important» en Haïti, «avec de nombreux toits arrachés, des infrastructures endommagées, des communications coupées et des inondations».

À Jérémie, qui compte 30.000 habitants, «80% des bâtiments ont été rasés». La ville «est complètement détruite», a affirmé Jean-Michel Vigreux, directeur de Care Haïti. «Les accès sont complètement coupés et les gens seront bientôt à court de nourriture et d'argent.» Dans la ville côtière des Cayes, troisième localité d'Haïti située plus au sud et chef-lieu du département, le quartier de Croix-Marche à Terre était dévasté après la chute de nombreux arbres sur des dizaines d'habitations dont les toits en tôle n'ont pas résisté. Le toit de la cathédrale a été totalement emporté.

Plus de 21.000 personnes ont été évacuées et 350.000 ont besoin d'assistance, selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Les zones touchées de plein fouet restent toujours difficiles d'accès. Comme le craignaient les autorités, huit nouveaux cas de choléra ont également été recensés. L'armée américaine a envoyé dès mercredi des équipements et des moyens aériens pour aider dans ces zones. Très vulnérable aux aléas climatiques, le pays le plus pauvre de la Caraïbe peine encore à se



relever du séisme de 2010.

Après son passage dans les Caraïbes, l'ouragan a atteint le sud des États-Unis, hier. Matthew a faibli: il est passé de la catégorie 4 à la catégorie 3 sur l'échelle de Saffir-Simpson, qui en compte 5. Il reste cependant «extrêmement dangereux», avertit le centre américain de surveillance des ouragans (NHC).

La Floride fait face à des vents soufflant jusqu'à 210 km/h qui risquent de détruire les zones côtières et ont poussé les autorités à prendre les plus grandes précautions. L'ouragan est classé en catégorie 4 sur l'échelle Saffir-Simpson qui en compte cinq. «C'est le plus puissant ouragan touchant cette zone depuis des décennies», selon le NHC.

Il y a «un risque d'inondations meurtrières» en Floride, Géorgie et Caroline du Sud, a mis en garde le NHC. Dans ces trois États, le président Obama a déclenché un plan d'urgence fédéral, ce qui permet de mobiliser davantage de moyens fédéraux.

En Floride, le comté de Volusia et la ville de Daytona Beach, où se trouve le célèbre circuit automobile, a par ailleurs décrété un

couvre-feu jusqu'à samedi matin. Plus de 1,5 million d'habitants ont été appelés à évacuer dans l'Etat, où quelque 3500 militaires de la Garde nationale sont mobilisés, 4000 gardes supplémentaires étant en alerte. Mesure rarissime, le géant du divertissement Disney a ordonné jeudi la fermeture de tous ses parcs d'attraction en Floride à partir de la fin d'après-midi jusqu'à vendredi. L'aéroport d'Orlando a fermé en début de soirée.

En Caroline du Sud, déjà frappée en 2015 par de graves inondations, plus d'un million de personnes ont reçu l'ordre de s'éloigner des côtes. En quelques heures, la station balnéaire populaire de Myrtle Beach s'est ainsi vidée de ses occupants.

L'ouragan qui se déplace à 20km/h s'éloigne des Bahamas et devrait «passer près ou au-dessus de la côte est de la péninsule de la Floride jusque dans la nuit de vendredi». À l'est de Matthew, la dépression Nicole est également devenue un ouragan jeudi. Passé en catégorie 2 dans la soirée avec des vents soufflant jusqu'à 165 km/h, il ne menace pas de terres habitées.

Agences

Brésil

Enquête contre Lula pour appartenance à une «organisation criminelle»

■ L'ex-président du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva fera l'objet d'une enquête pour appartenance à une «organisation criminelle» d'hommes politiques ayant détourné des fonds du groupe pétrolier d'Etat Petrobras, a annoncé jeudi le Tribunal suprême fédéral (STF).

Le magistrat Teori Zavascki a décidé d'inclure l'ancien président dans le dossier d'enquête sur la participation de dirigeants du Parti des travailleurs (PT) à un réseau de corruption, une affaire qui vise aussi le PSDB (centre droit), formation du président Michel Temer, et son allié de droite, le PP.

Lula, qui a présidé le Brésil de 2003 à 2010, a déjà été inculpé à deux reprises dans ce vaste scandale au sein de Petrobras : pour corruption et blanchiment d'argent, ainsi que pour entrave à la justice.

C'est la première fois qu'il est soupçonné de faire partie d'une organisation criminelle dans ce même dossier, même si le parquet ne l'a pour l'instant pas inculpé.

Le STF a lancé une vaste enquête, portant notamment sur plusieurs parlementaires et ministres. Il soupçonne l'existence d'un groupe criminel organisé, commandé et organisé par des personnalités politiques de divers partis, avec l'objectif de pérenniser leur enrichissement illicite ainsi que celui d'entreprises, tout en finançant des campagnes électorales grâce à ces détournements d'argent public, a expliqué le procureur général Rodrigo Janot.

Lula, 70 ans, a toujours rejeté les charges contre lui et dénonce leur caractère politique qui viseraient à l'éliminer de la course à la présidentielle de 2018.

Il se dit victime d'un complot «des élites», dans la continuité du «coup d'Etat» parlementaire contre la présidente Dilma Rousseff, destituée par le Sénat le 31 août pour maquillage de comptes publics.

Y. L.

MH370

Un débris d'aile trouvé à Maurice provient du Boeing disparu

Un bout d'aile retrouvé en mai sur l'île Maurice provient de l'avion de Malaysia Airlines (vol MH370) disparu mystérieusement en 2014, ont indiqué vendredi les autorités australiennes.

Le débris composite retrouvé sur cette île de l'océan Indien «était une partie du flanc arrière du Boeing 777, volet extérieur, provenant de l'avion de Malaysia Airlines enregistré sous le numéro 9M-MRO (MH370)», a indiqué le Bureau australien de la sécurité et des transports (ATSB).

Cette institution publique dirige les opérations de recherche du Boeing 777 de la compagnie aérienne malaisienne avait disparu le 8 mars 2014 avec 239 personnes à

bord, peu après son décollage de Kuala Lumpur à destination de Pékin, et se serait abîmé dans l'océan Indien.

«Un numéro partiel a été identifié sur une section du débris», tandis qu'un autre «numéro de bon unique» attribué par le fabricant de l'avion correspond à l'appareil de la compagnie malaisienne, a ajouté l'ATSB. D'autres fragments découverts ces derniers mois sur les côtes d'Afrique de l'est, dans l'océan Indien, ont été identifiés avec une «quasi certitude» comme provenant de l'appareil de Malaysia Airlines.

Ces découvertes n'ont pas permis jusqu'ici de résoudre le plus grand mystère de l'aviation civile moderne. Les ministres de

trois pays engagés dans les recherches de l'avion (Australie, Malaisie, Chine) avaient indiqué en juillet que les espoirs de le retrouver s'amenuisaient et que les opérations recherches engagées sur une vaste zone de 120.000 kilomètres carrés seraient bientôt suspendues, à moins d'un rebondissement. Les spéculations pour expliquer cette disparition demeurent principalement concentrées autour d'une défaillance mécanique ou structurelle, une prise d'otage ou un acte terroriste, mais rien n'est jusqu'ici venu étayer l'un ou l'autre scénario. Le mystère a également alimenté une kyrielle de théories du complot.

AFP

Los Angeles

Un deuxième adolescent tué par la police

■ Le deuxième homme tué par la police de Los Angeles (LAPD) le week-end dernier était aussi un adolescent, identifié jeudi comme étant Daniel Henrique Perez, âgé de 16 ans, a confirmé une porte-parole de la médecine légale, citée par l'AFP.

M. Perez a été tué dimanche avec en main une réplique d'arme à feu que des policiers ont prise pour un vrai pistolet. Carnell Snell, un Afro-américain de 18 ans, avait été abattu la veille à l'issue d'une course-poursuite à pied avec la police et tenait

une arme à feu, d'après une vidéo diffusée par les forces de l'ordre.

Deux autres Noirs, tous deux trentenaires, ont également été tués par des policiers dans le sud de la Californie la semaine dernière: Reginald Thomas à Pasadena, qui a succombé à des décharges électriques de Taser, et Alfred Olango près de San Diego. Il a été abattu après avoir tenu vers les policiers une cigarette électronique qu'ils ont prise pour une arme. Ces incidents ont déclenché plusieurs jours de manifesta-

tions, certaines émaillées de violences, dans un contexte racial tendu aux États-Unis à cause de multiples faits similaires à travers le pays.

Les autorités californiennes comme le public rendaient par ailleurs hommage jeudi à un sergent de police, Steve Owen, tué la veille lors d'une intervention liée à un cambriolage. Cela fait plus d'une décennie qu'un officier de son rang n'avait pas été tué en mission.

R. I.

Les entreprises économiques appelées à participer

Appel à consacrer un appui matériel à la culture

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a appelé jeudi à Annaba à consacrer un appui matériel à la culture pour la promouvoir et la rehausser.



Au cours de l'ouverture de la 2^{ème} édition du Festival de Annaba du film méditerranéen (Fafm), au Théâtre régional Azzedine Medjoubi, le ministre a précisé que la

manifestation culturelle et cinématographique de la coquette Annaba a besoin d'un accompagnement matériel et artistique, appelant les entreprises économiques à participer à rehausser l'acte cul-

turel.

M. Mihoubi a affirmé que des acquis dans la promotion du cinéma et de la production cinématographique ont été réalisés en Algérie, rappelant le projet de la cité cinématographique en cours de réalisation à Alger.

Il a, dans ce sens, ajouté que la dynamique culturelle du 7^{ème} art dans le pays sera consolidée prochainement par trois nouvelles productions cinématographiques à savoir, un film algéro-tunisien sur Saint Augustin, un autre sur l'érudit Abdelhamid Benbadis et un troisième sur le héros Larbi Ben M'hidi. L'ouverture de la 2^{ème} édition du Fafm, organisé avec la participation de 17 pays méditerranéens dont l'Iran, l'invité d'honneur de cette édition a été marquée par la projection du film *Nahid* réalisé par Ida Panahandeh.

D'une durée de 45 mn, le film relate la situation de la femme iranienne à travers Nahid, la femme qui refuse de se soumettre au conformisme de sa société.

Seize films dont trois longs métrages algériens de production récente sont en compétition au cours de cette 2^{ème} édition du Fafm qui devra se poursuivre jusqu'au 12 octobre en cours.

Les films algériens sont *Ouakaï karyati*

(Chronique de mon village) de Karim Traïdia, *El Lawha el mathkouba* (Le tableau troué) de Djamel Azizi et *Al'aan youmkinikoum el madji* (Maintenant, vous pouvez venir) de Salem Brahimi.

Six courts métrages et six films documentaires aux côtés de plusieurs productions du cinéma amateur sont au programme de cette nouvelle édition du Fafm, ouverte en présence de plusieurs artistes, des autorités locales et des consuls de France, et d'Espagne et un public nombreux.

R. C.

Un plan pour organiser les salles de cinéma

Le ministre de la Culture Azzedine Mihoubi a affirmé jeudi à Annaba qu'un plan ambitieux est actuellement engagé pour aménager les salles de cinéma, organiser les spectacles cinématographiques et relancer le 7^{ème} art.

Ce plan prévoit l'association du capital privé à cette opération, a souligné le ministre durant la cérémonie de réouverture de la cinémathèque d'Annaba.

Il a précisé à la même occasion que 80 salles de cinéma, à l'échelle nationale, ont été à ce jour rouvertes dans le cadre de cette opération.

Des accords seront conclus entre l'Office national pour la culture et l'information et les distributeurs de films pour permettre aux cinéphiles de suivre les films les plus récents de l'industrie cinématographique mondiale, a affirmé M. Mihoubi.

Le ministre de la Culture a salué, en outre, les réalisations accomplies en matière de structures de production dont "la cité cinématographique réalisée à Alger en un temps record".

Prévue pour 230 places et dotée d'installations de projection numérique DCP (Digital cinema package), la salle de la cinémathèque a été inaugurée à quelques heures de l'ouverture au théâtre régional "Azzedine Medjoubi" de la seconde édition du Festival d'Annaba du film méditerranéen (FAFM).

R. C.

Pour la première fois en Algérie

Présentation de bandes dessinées traduites en tamazight

Le 9^e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda) présente pour la première fois des bandes dessinées du bédeiste finlandais, Ilpo Koskela, traduites du finnois et de l'anglais vers le tamazight.

Le stand Oxygen Publishing House, une maison d'édition algérienne, propose deux romans graphiques traduits du finnois et de l'anglais au tamazight, en plus d'un autre recueil de poèmes du poète suédois Thomas Transtromer, lauréat du Prix Nobel de la littérature en 2011.

L'ouvrage traduit en tamazight *Agrrabu n ugafa* (Le voilier du Nord) aborde en 128 pages la guerre de Crimée (1853-1856) qui opposa l'Empire russe au Royaume-Uni, alors que *Actewtew n ccitan* (Murmures du diable) revisite en 120 pages la Guerre froi-

de, particulièrement le conflit entre les Etats-Unis d'Amérique et Cuba, appuyé en 1961 par l'ex-Urss.

Par cette version, le traducteur algérien Hamza Amarouche entend «contribuer à former un lectorat, notamment chez les enfants, qui lit en tamazight», a-t-il confié à l'APS. Il considère que la «littérature finno-scandinave est authentique, développée et mondialement connue, alors qu'elle est méconnue en Algérie».

Etabli en Finlande depuis cinq ans, Hamza Amarouche traduit de l'anglais et du finnois vers le tamazight, mais aussi l'arabe.

Son premier ouvrage, une traduction vers tamazight d'une collection de nouvelles américaines intitulée, *Un départ sans adieu*, est paru en 2004.

L'auteur Ilpo Koskela qui participe pour la

deuxième fois au Fibda, estime, pour sa part, que la traduction de ses ouvrages vers la langue amazighe est une «valeur ajoutée» à son parcours professionnel et artistique. La bande dessinée, dit-il, est très développée en Finlande où la presse de ce pays d'Europe du Nord a beaucoup investi dans le 9^e art. Koskela a débuté sa carrière dans la BD, 30 ans auparavant, édité une dizaine d'ouvrages, traduits dans cinq langues, et participé à de nombreuses manifestations dédiées à la bande dessinée en Finlande et à l'étranger.

Une quarantaine de pays participent au 9^e Fibda qui se poursuit jusqu'au 8 octobre à l'Esplanade de l'Office Riadh El Feth à Alger. Neuf maisons d'édition algériennes spécialisées dans la BD y prennent part.

Y. O.

Festival international de théâtre de Béjaïa

Quatre pièces françaises

Le théâtre français, à l'honneur à la 8^{ème} édition du Festival international de théâtre de Béjaïa, prévue du 29 octobre au 4 novembre prochain, sera présent avec quatre œuvres, dont *Le porteur d'histoire* d'Alexis Michalik, récipiendaire en 2014 de deux Molière, a appris l'APS auprès du commissaire du festival, le dramaturge Omar Fetmouche.

Selon M. Fetmouche, il y aura des surprises, pour cette édition, notamment avec le théâtre irakien et autrichien, porteurs de «grandes œuvres dans leurs bagages».

17 pays dont l'Algérie y seront présents avec dans leurs valises, 26 spectacles étrangers et 12 productions nationales, appelées à être externalisées autant à l'intérieur de la wilaya qu'à l'extérieur. Le festival, sera adossé à plusieurs autres animations dont des journées d'études, des séminaires et un colloque international sur le théâtre. Un hommage particulier y sera également rendu, à l'occasion, à Muhiya, le grand dramaturge d'expression amazighe.

T. R.

PAROLES DE FEMMES

«Le succès semble plus doux, à qui ne réussit jamais.»

Emily Dickinsons



FEMMES

ILS ONT DIT :

«Prends garde au lendemain du succès !»

Titu Maiorescu

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Suite à son divorce avec Brad Pitt - Angelina Jolie veut effacer ses tatouages

Angelina Jolie aurait pris une nouvelle décision pour changer de vie, une de plus. Moins d'un mois après avoir annoncé son divorce avec Brad Pitt, l'actrice aurait décidé de retirer tous ses tatouages «pour enlever toute la négativité qui tourne autour de Brad»... et ils sont nombreux.

Après des semaines en Une de tous les magazines du monde entier, Angelina Jolie et Brad Pitt retrouvent un peu de calme dans leur séparation. Après l'annonce de leur divorce, après 11 ans de relation amoureuse, et deux ans de mariage, toute leur vie a été révélée au grand public, leur quotidien épluché par tous leurs fans.

Si les raisons du divorce sont encore floues, l'actrice ayant d'abord évoqué des violences de Brad Pitt à l'encontre de ses enfants, avant de faire machine arrière, il n'en reste pas moins que les deux stars qui formaient l'un des plus beaux couples d'Hollywood se séparent définitivement.

Si l'acteur semble avoir dit adieu à ses rêves d'amour éternel, se déclarant «dégoûté du mariage», l'actrice, de son côté, aurait décidé de tirer un trait sur sa relation avec l'acteur d'*Alliés*, en changeant de peau. Comme souvent, c'est le corps de la star qui parle. Connue pour ses multiples tatouages, Angelina Jolie aurait pris la décision d'enlever tous ceux qui font référence à Brad Pitt, comme le révèle le magazine *OK!*

C'est une source proche de la maman de six enfants qui parle au magazine.

«Les tatouages d'Angie sont très symboliques pour elle. Malheureusement, ce n'est pas la première fois qu'elle pense à les enlever. Elle veut faire cela très rapidement et insiste sur le fait que la douleur est nécessaire pour enlever toute la négativité qui tourne autour de Brad, qui possède également des tatouages en l'honneur d'elle.»

On ignore si Brad Pitt a pris la même décision, lui qui redécouvre son ancienne vie de célibataire. Il faudra attendre également pour vérifier si tous les tatouages concernés ont bien été retirés, ou si l'interprète de Lara Croft a finalement choisi de garder un dernier souvenir du père de sa tribu.



BEAUTÉ

Les bons gestes anticellulite

MOUVEMENTS CIRCULAIRES ET AUTRES PALPÉS-ROULÉS

- Massez-vous les jambes du bas vers le haut en exerçant de petites pressions afin de stimuler le retour veineux,

- Massez-vous le ventre dans le sens des aiguilles d'une montre avec la paume de la main en pratiquant des mouvements circulaires larges, mais soutenus,

- Massez-vous sur les fesses et hanches toniquement et pratiquez sur les zones à cellulite le palpé-roulé. Ce mouvement pratiqué en institut de beauté pétrit la graisse et en éclate les

cellules. Pincez la peau entre le pouce et l'index et faite la rouler sous vos doigts en remontant des cuisses jusqu'aux hanches.

DIVERSIFIEZ VOTRE ALIMENTATION

- Diminuez votre consommation de sucres et de graisses. L'organisme les élimine difficilement,

- Diminuez votre consommation d'aliments riches en lipides (le beurre et la viande rouge) ou en glucides (bonbons et gâteaux),

- Consommez des protéines (poissons et

œufs), des légumes verts et des fibres végétales, qui facilitent la digestion,

- Buvez beaucoup d'eau (1,5 litre par jour), de tisane et des bouillons de légumes.

FAITES DU SPORT

- Privilégiez les activités sportives qui sollicitent le corps tout entier (natation...)

BIEN-ÊTRE

CINQ HUILES ESSENTIELLES POUR RESTER ZEN

La lavande

Le parfum de lavande est un bon remède contre l'anxiété.

Appliquez quelques gouttes d'huile essentielle de lavande sur le plexus solaire pour bien vous détendre. Vous pouvez ajouter un peu d'huile essentielle de basilic pour intensifier le tout car le basilic a des propriétés relaxantes également.

Le romarin

Cette plante a la capacité de chasser les idées négatives de votre esprit. Quelques gouttes d'huile essentielle de romarin sous les oreilles et vous aurez soudainement l'impression de souffler et de respirer au grand air.

La mandarine

L'huile essentielle de man-

darine est très efficace contre les angoisses et l'insomnie. Son odeur vous calme rapidement.

Vous pouvez en appliquer à la naissance du cou pour un effet immédiat.

L'ylang-ylang

Originnaire de l'Asie du Sud-est, l'ylang-ylang est un arbre dont on utilise uniquement les fleurs en aromathérapie.

L'huile essentielle d'ylang-ylang est un anxiolytique et un antidépresseur qui a fait ses preuves.

Vous pouvez en mettre quelques gouttes sur le plexus solaire pour vous détendre mais aussi l'utiliser en diffusion dans un brûleur. Autre possibilité : mettre quelques gouttes d'huile essentielle dans votre bain pour une détente complète.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

Mondial-2018/Algérie-Cameroun

Le match se jouera à guichets fermés

Tous les billets ayant été mis en vente pour ce match qui se joue dimanche face au Cameroun pour le compte de la première journée du troisième et dernier tour des éliminatoires du Mondial 2018 de Russie ont été écoulés et de ce fait ce premier match des Verts se jouera à guichets fermés. Un peu plus de 22.000 tickets sont mis en vente en vue du rendez-vous, dont la moitié a été écoulée déjà dès jeudi, précise la même source.

La sélection algérienne dispute à Tchaker, un stade qui peut accueillir jusqu'à 35.000 spectateurs, la plupart de ses matchs officiels à domicile depuis 2008, dont ceux des qualifications de la Coupe du monde. C'est sur la pelouse de ce même stade d'ailleurs que les Verts sont parvenus à se qualifier aux deux précédentes éditions du Mondial (2010 et 2014).

Si peu d'engouement avait été enregistré lors des précédentes sorties de l'équipe nationale à Blida, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2017 au Gabon, un retour en force du public aux gradins de Tchaker est attendu contre les "Lions indomptables". Un «come-back» justifié par l'importance du rendez-vous, sachant que les Algériens sont tombés dans un groupe B très relevé composé également du Nigeria et de la Zambie.

Des mesures sécuritaires très importantes

Par ailleurs, les services de Sûreté de la wilaya de Blida ont pris une série de mesures préventives pour assurer le bon déroulement de la rencontre Algérie-Cameroun, dimanche au stade Mustapha Tchaker de Blida (20h30).

«Tous les moyens humains et matériels



nécessaires ont été mobilisés pour le bon déroulement de la rencontre avec la clôture jeudi dernier à 12h00 de la première partie consacrée à la vente des billets.», a déclaré le Lieutenant Mekahlia Abdelhafid du service de wilaya de la sécurité publique à la Chaîne 1 de la Radio algérienne.

Le match Algérie-Cameroun se jouera à guichets fermés étant donné que l'opération de vente des billets, a été clôturée jeudi avec la mise en vente de plus de 22.000 tickets. Pour assurer le succès de cette rencontre qui s'inscrit au titre de la première journée des éliminatoires du Mondial-2018 en

Russie, un dispositif sécuritaire a été mis en place à travers un contrôle rigoureux des supporters et de sécuriser leur entrée et sortie, avant, pendant et après le match, a fait savoir le même responsable.

«Ce dispositif sécuritaire entrera en vigueur à partir des premières heures de la journée de dimanche. Une parcelle de terrain a été aménagée pour permettre aux supporters de garer leurs voitures en toute sécurité.», a-t-il ajouté. Le stade Mustapha-Tchaker de Blida ouvrira ses portes dimanche à partir de 13h00.

Imad M.



Rabah Madjer

"Ce sera très difficile"

tions climatiques.

Ce sera un match très difficile. Mais l'Algérie aura l'avantage du terrain et du public. Il ne faut pas oublier aussi que les Algériens n'ont jamais perdu au stade de Blida. C'est ce qui me laisse optimiste (rire)», a déclaré Madjer au micro de cafonline.com.

Pour l'ancien sélectionneur des Verts, la clé de cette rencontre dépend de l'état de forme des joueurs. «Tout dépendra de l'état de forme des joueurs. En plus, un tel match risque de se jouer sur un petit détail. Ça va être serré. Pour l'Algérie, je pense qu'il faut impérativement l'emporter et pour cela, il faudra être offensif sur le terrain tout en étant vigilant derrière, face à une attaque camerounaise rapide.

L'Algérie possède une très bonne ligne d'attaque avec les Slimani, Feghouli, Mahrez et Brahimi», a-t-il estimé. Interrogé sur l'autre rencontre du groupe B entre la Zambie et le Nigeria, l'ancienne star de Porto a répondu : «Le Nigeria répond toujours présent dans les grands événements. Avec cette élimination à

la CAN 2017, les Super Eagles vont se donner à fond pour se qualifier au mondial russe, tout comme la Zambie qui est presque dans la même situation. A mon avis, ce sera un match ouvert.»

Lors de la seconde journée des éliminatoires prévue en novembre, l'Algérie se déplacera au Nigeria. Ce sera un autre choc pour les hommes de Milovan Rajevac, mais pour Madjer, l'Algérie est la «bête noire» des Nigériens. «Oui, mais je pense que l'Algérie est la bête noire du Nigeria. On leur a souvent créé des problèmes. Ce sera un bon test pour les Verts après le Cameroun parce que jusque-là, on n'a pas encore affronté une grande équipe.

On s'est contenté uniquement du Lesotho, du Malawi, des Seychelles, de l'Ethiopie et d'autres équipes. Ce sera un bon test pour l'Algérie surtout que la CAN 2017 approche», a souligné celui qui a permis au FC Porto d'être sacré champion d'Europe en 1987 avec notamment la fameuse talonnade devenue une marque déposée.

Voile/Championnat d'Afrique (Optimist) Objectif de l'Algérie, conserver le titre en individuel

Le Directeur des équipes nationales (DEN) de voile, Mourad Ougsoum, a assuré que l'objectif de la sélection algérienne, spécialité optimist, au championnat d'Afrique de la discipline prévu du 8 au 14 octobre à Luanda (Angola), sera de conserver le titre continental en individuel et remporter une médaille par équipes. «Notre objectif est clair, à savoir conserver le titre obtenu par Hichem Mokhtari en individuel lors de la dernière édition à Oran-2015 et monter sur le podium par équipes», a déclaré Ougsoum, avant le départ de la délégation algérienne pour la capitale angolaise. Le championnat d'Afrique de voile spécialité optimist, qui se déroulera du 8 au 14 octobre à Luanda, verra la participation de 80 athlètes représentant 14 pays, dont 8 véliplanchistes algériens. «La concurrence sera très rude pour nos athlètes, surtout chez les garçons après l'émergence d'un Angolais lors du dernier championnat du Monde au Portugal», a-t-il ajouté. Concernant la participation féminine, le DEN a estimé que «l'Algérie aura son mot à dire, malgré la domination des athlètes d'Afrique du Sud et du Mozambique». Selon le programme du championnat, les épreuves de qualification individuelles se dérouleront les 8 et 9 octobre, et seront suivies des épreuves par équipes le 10 octobre. Après une journée de repos prévue le 11 octobre, les finales individuelles se tiendront les 12 et 13 octobre. La sélection algérienne optimist, spécialité consacrée aux athlètes de moins de 15 ans, a entamé sa préparation pour le rendez-vous continental début septembre avec un stage pré-compétitif à Alger.

Basket-ball/ Super Division A La saison 2016/2017 débutera le 28 octobre

Le coup de d'envoi du championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division «A», sera donné les 28 octobre avec la participation de 16 équipes réparties en deux groupes, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de la discipline (FABB).

«En raison des échéances internationales programmées en 2017 et l'important retard enregistré dans le démarrage de la saison sportive 2016-2017, la Fédération a élaboré un programme actualisé dans le sens des intérêts tant des clubs que des sélections nationales», a indiqué la FABB sur son site officiel. Pour cette saison, la Super-Division «A» va passer de 14 à 16 équipes, qui seront réparties en deux groupes 8, selon la nouvelle formule de compétition adoptée par le bureau fédéral. La FABB a également annoncé que le début du championnat d'Algérie dames, et la Super-Division «B», est prévu le 21 octobre. Lors de la saison précédente, le GS Pétroliers avait été sacré champion d'Algérie de basket-ball, chez les dames et les messieurs.

Promotion «Oran-JM 2021»

Le cycliste Chouarfia bientôt à Istanbul

Le cycliste algérien Norine Chouarfia accomplira bientôt la phase aller de son périple Oran-Istanbul-Oran, entamé le 1er septembre dernier dans le cadre de la promotion de l'événement sportif international «Oran - Jeux méditerranéens 2021», a indiqué jeudi son manager.

L'arrivée en Turquie du jeune cyclo-voyageur est prévue «avant la fin du mois en cours», a précisé Anis Bourbia, signalant que Chouarfia a déjà traversé plusieurs pays, dont l'Espagne, la France et l'Italie.

«Le cycliste est entré jeudi en Slovénie avant de gagner la Croatie. Il poursuivra ensui-

son parcours par la Bosnie, le Monténégro, l'Albanie, la Grèce et enfin la Turquie», a affirmé le manager.

Selon la même source, l'étape actuelle constitue une véritable épreuve d'endurance pour le sportif qui doit pédaler longuement en attaquant les nombreuses montées de la région des Balkans.

Le cycliste est cependant en pleine forme et n'hésite pas à partager sa joie avec ses amis à travers les réseaux sociaux, apparaissant toujours heureux sur les photos tout en brandissant fièrement l'emblème national en signe de victoire. «De nombreux concitoyens

parmi la communauté nationale à l'étranger ont également fait le déplacement pour saluer le cycliste, certains venus depuis des villes éloignées d'une centaine de kilomètres des lieux de ses haltes», a confié le manager.

Des flots de messages d'encouragements sont également postés chaque jour par les internautes algériens et étrangers sur la page Facebook dédiée à cette traversée qui vise aussi à promouvoir le tourisme en Algérie.

Le jeune cycliste demeure toutefois concentré sur son défi et prend soin, au fil de son parcours, de noter toutes les contraintes affrontées en vue d'optimiser la phase retour

qui sera marquée par d'autres conditions météorologiques, selon Anis Bourbia.

Norine Chouarfia avait pris le départ le 1er septembre dernier à Oran, en embarquant sur le navire «Tariq Ibn Ziyad» à destination d'Alicante (Espagne), rappelle-t-on. Son retour en Algérie est prévu pour janvier prochain.

Agé de 36 ans, ce cyclo-voyageur a à son actif deux périodes en solitaire, au Grand sud du pays et Oran-Tunis, totalisant dans les deux sens plus de 2.000 km chacun, durant lesquels il a notamment mis en valeur l'importance de la protection de l'environnement et du respect du Code de la route.

Ooredoo sponsor exclusif de la cérémonie de remise des prix

5^{ème} édition de la Compétition annuelle des jeunes entrepreneurs

Injaz El Djazaïr a organisé, jeudi 6 octobre 2016, à l'hôtel El Aurassi à Alger, la cérémonie de remise de prix aux lauréats de la 5^{ème} Compétition des jeunes entrepreneurs de l'année 2016.

Cette 5^{ème} édition organisée par Injaz El Djazaïr, sous le patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, avec le soutien de Ooredoo en tant que sponsor exclusif, a vu la présence de nombreux officiels et personnalités du monde de l'entreprise et de l'enseignement supérieur ainsi que des cadres de Ooredoo et représentants des médias.

Cette édition 2016 a connu la participation de plus de 1 000 étudiants, représentant pas moins de 17 grandes écoles et universités algériennes (informatique, commerce, architecture, polytechnique, électronique, sciences, etc.).

Ces étudiants ont bénéficié d'un accompagnement d'une cinquantaine de cadres bénévoles du secteur privé leur permettant de mener à bien leurs projets, stimuler leur esprit entrepreneurial et leur faire découvrir le monde de l'entreprise. Lors de la demi-finale, 20 équipes ont présenté et exposé leur projet d'entreprise ainsi que leurs rapports de fin d'activité devant un jury de professionnels qui a examiné et évalué les rapports de gestion préparés par les candidats. Ces derniers ont répondu aux questions du jury sur les différents aspects en rapport avec leurs projets et produits.

A l'issue de cette étape, 10 entreprises ont été qualifiées pour la finale nationale.

Communiqué

Mobilis partenaire officiel de la 1^{ère} édition de la Super coupe féminine

Mobilis poursuit ses engagements et reste fidèle à sa politique d'accompagnement du football algérien, accompagne la 1^{ère} édition de la Super coupe féminine, qui se déroulera aujourd'hui 8 octobre 2016 à 15h00 au stade de Bologhine, à Alger.

Organisée par la Ligue de football féminine, cette compétition, qui revêt un caractère de revanche, mettra en confrontation, le tenant du titre de la saison Afak Relizane contre le FC Constantine.

Il s'agit d'un «remake» des finales des éditions précédentes, remportées par les Rélizanaïses, leader actuel du championnat national de football dames séniors.

Mobilis, premier partenaire du sport en Algérie et du football national, est fier d'accompagner ce rendez-vous sportif, et confirme, une fois de plus, son statut de partenaire de choix du football algérien.

Communiqué



Tizi Ouzou et Boumerdès

Trois terroristes éliminés



Deux terroristes ont été abattus hier à Azeffoun, dans la wilaya de Tizi Ouzou, suite à une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement l'Armée nationale populaire (ANP), indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

Cette opération qui est «toujours en cours», a permis la récupération de «deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov», précise la même source. Aussi, un dangereux terroriste dénommé H. Djamel qui avait rallié les groupes terroristes en 1994, a été mis hors d'état de nuire jeudi après-midi, suite à une opération de fouille et de ratissage menée par un détachement de l'Armée nationale populaire près de la commune de Baghlia, dans la wilaya de Boumerdès, indique le ministère de la

Défense nationale dans un communiqué. «Un pistolet automatique et une quantité de munitions ont été récupérés lors de cette opération qui est toujours en cours», ajoute la même source.

Par ailleurs, quatre autres terroristes abattus lors de l'opération menée le 29 septembre à Djebel Oustili dans la wilaya de Batna par les forces de l'Armée nationale populaire ont été identifiés, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité menée par les forces de l'Armée nationale populaire à Djebel Oustili, wilaya de Batna (5e RM), le 29 septembre 2016, ayant permis de neutraliser cinq terroristes et de récupérer un lot d'armements et de munitions, il a été procédé à l'identification des quatre autres criminels

abattus, en l'occurrence B.Messaoud dit «Errous», Z.Mohamed dit «Timou», N.Seifedine dit «Abou Doujana» et S. Haroun, précise le MDN.

De même, un détachement de l'ANP «a détruit, le 5 octobre 2016, un atelier de fabrication d'explosifs, 18 casemates pour terroristes et deux bombes de confection artisanale, suite à une opération de fouille et de ratissage à Tipasa (1e RM)».

Aussi, une cache d'armes et de munitions a été découverte jeudi, à Tamanrasset, près des frontières sud du pays, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique un communiqué du ministère de la défense nationale.

Cette cache contenait «un fusil mitrailleur RPK, un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, huit 1 365 balles de différents calibres», selon le communiqué.

R. N.

ACTU...

Câble sous-marin de fibre optique Oran-Valence

Le lancement sera retardé de trois mois

Le lancement de la liaison sous marine en fibre optique Oran-Valence (Orval), prévu pour la fin du mois d'octobre en cours, sera retardé de trois mois, a indiqué jeudi la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houda Imane Feraoun en visite de travail à Oran. Lors d'une présentation du projet, le responsable de l'entreprise de réalisation Ertb, Khinnache Moussa a indiqué que le projet de la station d'atterrissage du câble à Trouville (Aïn Turck) ne sera pas remis dans les temps. Il a, par ailleurs, déclaré que la reprise des travaux et l'équipement de la station nécessite un supplément de 17,5% du coût initial du projet estimé à plus de 110 557 148 DA. Les raisons du retard de la réalisation de ce projet est d'ordre financier, ajouté à un contretemps pour effectuer une deuxième étude de faisabilité.

R. O.

Palestine

Le président Abbas subit des examens cardiologiques

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, 81 ans, a subi jeudi des examens cardiologiques dans un hôpital de Ramallah, en Cisjordanie occupée, selon la présidence palestinienne, cité par l'agence wafa, assurant que les résultats étaient «normaux». «Nous avons procédé à tous les tests nécessaires, dont le cathétérisme cardiaque, et les résultats sont tous normaux. Le président va quitter l'hôpital sous deux heures», avit indiqué à la presse, en milieu d'après-midi, le docteur Saïd Sarahneh, directeur de l'hôpital Istichari de Ramallah, en Cisjordanie occupée. «M. Abbas avait été admis dans la matinée à l'hôpital Istichari pour des examens de routine», a rassuré la présidence palestinienne, citée par l'agence officielle Wafa. «Les médecins affirment que son état de santé est tout à fait normal», à encore dit un porte-parole.

G. L.

Djelfa

La dépouille d'un jeune homme repêché d'une mare d'eau

Les services de la Protection civile de Djelfa ont procédé, dans la nuit de mercredi à jeudi, au repêchage de la dépouille d'un jeune homme mort noyé dans une mare d'eau, de la région de Oum Chekkak, de la commune El Keddid (85 km à l'ouest de la wilaya), a-t-on appris auprès de ce corps constitué. Selon la même source, un jeune homme, qui était à bord d'une charrette conduite par un cheval, a disparu au niveau d'une mare d'eau du lieu dit Dhaï El Maâ, de la région Oum Chekkak, à 14 km au nord-ouest de la commune d'El Keddid, ont indiqué des témoins oculaires, qui ont trouvé, sur place, un cheval mort noyé, au moment où son propriétaire a disparu. Cette intervention, pour le repêchage de la victime, a réuni les unités de la Protection civile des daïras d'El Idrissia et de Charef, avec un soutien de l'équipe des plongeurs de l'unité principale de Djelfa.

G. N.

Pour l'aider à remettre sur les rails l'accord de paix avec les Farc

Le Nobel de la paix au président colombien Santos

Le Nobel de la paix a été attribué hier au président colombien, Juan Manuel Santos, pour l'aider à remettre sur les rails l'accord de paix historique signé avec la guérilla marxiste des Farc après son rejet par la population. «Il existe un réel danger que le processus de paix s'interrompe et que la guerre civile reprenne» ce qui «rend encore plus impérieux le respect du cessez-le-feu par les parties,

emmenées par le président Santos et le chef de la guérilla des Farc, Rodrigo Londoo», a déclaré la présidente du comité Nobel norvégien, Kaci Kullmann Five.

L'accord a été rejeté de «justesse» par la population colombienne dimanche, mais «le fait qu'une majorité des votants ait dit non à l'accord de paix ne signifie pas nécessairement que le processus de paix est mort», a-t-elle

ajouté. «Le référendum n'était pas un vote pour ou contre la paix», a-t-elle encore dit.

La majorité des électeurs colombiens ont rejeté l'accord signé le 26 septembre par le président Santos et le chef des Farc, Rodrigo Londoo, plus connu sous ses noms de guerre Timoleon Jiménez ou Timochenko, à l'issue de près de quatre années de pourparlers de paix délocalisés à Cuba.

R. I.